



Mémento statistique de la Suisse 2009



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Office fédéral de la statistique

Espace de l'Europe 10

CH-2010 Neuchâtel

Table des matières

Renseignements:

Téléphone 032 713 60 11

Téléfax 032 713 60 12

Commandes de publications:

Téléphone 032 713 60 60

Téléfax 032 713 60 61

www.statistique.admin.ch

Explication des signes:

Les points de suspension (...) mis à la place d'un nombre signifient que ce nombre est inconnu, car pas (encore) relevé ou pas (encore) calculé.

Un tiret (–) est utilisé pour la valeur zéro absolu.

Un chiffre suivi de la lettre «p» en exposant signifie qu'il est provisoire.

Abréviations du nom des cantons:

Explications dans le tableau à la page 2.

Chiffres arrondis:

En général, les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des chiffres arrondis diffère du total.

Sources:

Les sources ne sont généralement pas citées lors de la reproduction de résultats statistiques.

Les informations appropriées se trouvent sur le portail «Statistique suisse» www.statistique.admin.ch.

Editeur:

Office fédéral de la statistique

Section diffusion et publications

Février 2009. Paraît en français, allemand,

italien, romanche et anglais.

Conception et rédaction:

Bernhard Morgenthaler, Armin Grossenbacher

Graphiques:

Daniel von Burg, Vanessa Spaggiari

Cartes:

Sabine Kuster

Organisation:

Etienne Burnier

Traduction:

De l'allemand par les Services linguistiques de l'OFS

Mise en page:

Pierre-Alain Baeriswyl, Daniel von Burg

Concept graphique:

Roland Hirter, Bern

Numéro de commande:

022-0900

ISBN:

978-3-303-00415-9

Avant-propos	1
Population	2
Espace et environnement	7
Travail et rémunération	9
Economie nationale	12
Prix	14
Industrie et services	15
Agriculture et sylviculture	18
Energie	19
Construction et logement	20
Tourisme	21
Mobilité et transports	22
La Suisse et l'Europe	24
Banques, assurances	26
Protection sociale	27
Santé	30
Education et science	32
Culture, médias et société de l'information	35
Politique	37
Finances publiques	39
Criminalité et droit pénal	41
Situation économique et sociale de la population	43
Développement durable	47
Disparités régionales	48
Les cantons suisses	49

Disponible en français, mais aussi en allemand, en italien, en anglais et en romanche, le «Mémento statistique de la Suisse» contient de précieuses informations statistiques présentées de manière conviviale sous forme de graphiques et de textes.

Si le mémento statistique est la publication de l'Office fédéral de la statistique (OFS) au plus grand tirage (100 000 exemplaires), le portail Statistique suisse (www.statistique.admin.ch) constitue la référence statistique en ligne par excellence, avec ses 2,5 millions de visites annuelles (2008). Toutes les publications établies par l'OFS, dont le mémento statistique, et par d'autres offices statistiques publics sont disponibles gratuitement sur le portail Statistique suisse, où des dizaines de milliers de données peuvent être téléchargées par ailleurs à partir de l'Encyclopédie statistique (www.encyclopedie-stat.admin.ch).

A chaque offre ses utilisateurs et utilisatrices: vous trouverez les dernières informations statistiques ou les résultats détaillés les plus récents sur le portail statistique. En revanche, si vous souhaitez disposer d'un concentré d'informations statistiques tout en étant loin des réseaux de communication, cette brochure sera la bienvenue. A vous donc de choisir, selon vos besoins, entre la foule de données et d'informations du portail statistique et les informations condensées du mémento statistique.

Et à chaque offre ses rubriques favorites: ainsi, le mémento statistique propose une comparaison de plus de 40 indicateurs entre la Suisse, ses principaux voisins et les 25 Etats de l'Union européenne. Quant au portail statistique, il présente brièvement dans sa nouvelle rubrique «Quoi de neuf?» les nouvelles publications ainsi que des liens s'y rapportant pour des compléments d'information (www.statistique.admin.ch → Actualités → Quoi de neuf?).

Je vous souhaite bien du plaisir à la lecture du mémento statistique 2009 et des recherches fructueuses sur le portail Statistique suisse de l'Office fédéral de la statistique.

Jürg Marti

Directeur
Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel, janvier 2009

Autres sources d'informations:

- Vous souhaitez en savoir plus sur un thème particulier? Dans ce cas, consultez sans attendre la nouvelle version de l'«Annuaire statistique de la Suisse», parue en même temps que le mémento. www.statistique.admin.ch → Services → Les publications de Statistique suisse → Ouvrages de synthèse et atlas → Annuaire statistique de la Suisse.
- Des communiqués de presse livrés à domicile: les communiqués de presse originaux de l'OFS vous parviennent directement dans votre boîte aux lettres électronique (inscription: www.news-stat.admin.ch)
- Par ce même biais, vous pouvez recevoir des informations sur les dernières publications de l'office ou des newsletters sur différents thèmes.
- Réponses à des questions spécifiques par le service d'information de l'OFS, tél. 032 713 60 11 ou e-mail: info@bfs.admin.ch.

Population résidante permanente dans les cantons en 2007

	Total en 1000	Etrangers en %	Urbaine en %	Densité par km ²	Croissance 1997–2007 en %
Suisse	7 593,5	21,1	73,4	190	7,0
Zurich (ZH)	1 307,6	22,9	95,0	787	10,7
Berne (BE)	963,0	12,5	62,3	165	2,6
Lucerne (LU)	363,5	15,8	51,0	254	6,0
Uri (UR)	35,0	8,7	0,0	33	–2,2
Schwyz (SZ)	141,0	17,2	80,2	166	12,7
Obwald (OW)	34,0	11,9	0,0	71	6,8
Nidwald (NW)	40,3	10,0	87,5	167	8,2
Glaris (GL)	38,2	19,1	0,0	56	–1,3
Zoug (ZG)	109,1	22,0	96,1	527	14,8
Fribourg (FR)	263,2	16,7	55,5	165	14,5
Soleure (SO)	250,2	18,7	77,2	317	3,6
Bâle-Ville (BS)	185,2	30,3	100,0	5 006	–4,1
Bâle-Campagne (BL)	269,1	18,1	91,7	520	5,4
Schaffhouse (SH)	74,5	21,9	74,0	250	1,1
Appenzell Rh.-Ext. (AR)	52,7	13,2	53,0	217	–2,5
Appenzell Rh.-Int. (AI)	15,5	9,8	0,0	90	3,9
Saint-Gall (SG)	465,9	20,9	66,7	239	5,0
Grisons (GR)	188,8	14,8	49,2	27	1,7
Argovie (AG)	581,6	20,4	65,4	417	8,9
Thurgovie (TG)	238,3	19,9	49,5	276	5,7
Tessin (TI)	328,6	25,2	86,8	120	7,5
Vaud (VD)	672,0	29,0	74,8	238	10,5
Valais (VS)	298,6	19,1	56,7	57	9,2
Neuchâtel (NE)	169,8	23,4	74,5	237	2,6
Genève (GE)	438,2	37,4	99,2	1 783	10,5
Jura (JU)	69,6	11,8	30,1	83	0,9

Population résidante permanente dans les grandes villes en 2007

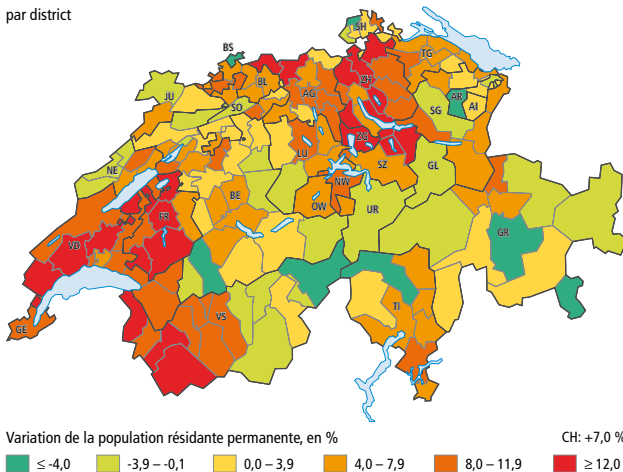
	Ville		Agglomération	
	en milliers	Croissance en % 1997–2007	en milliers	Croissance en % 1997–2007
Total	943,9	2,5	2 789,0	8,2
Zurich	358,5	5,9	1 132,2	11,0
Genève	180,0	4,3	503,6	11,5
Bâle	163,5	–4,5	489,9	2,4
Berne	122,7	–1,4	346,3	2,8
Lausanne	119,2	4,6	317,0	8,7

Expansion des zones urbaines

Aujourd'hui, un tiers de la population résidante permanente de la Suisse vit dans les agglomérations des cinq grandes villes (Zurich, Bâle, Genève, Berne et Lausanne), un autre tiers dans les autres régions urbaines et un dernier tiers dans les zones rurales. La proportion de la population urbaine a diminué de 74,5% à 73,4% entre 1981 et 2007, tandis que celle de la population des zones rurales a augmenté de 25,5% à 26,6% pendant la même période.

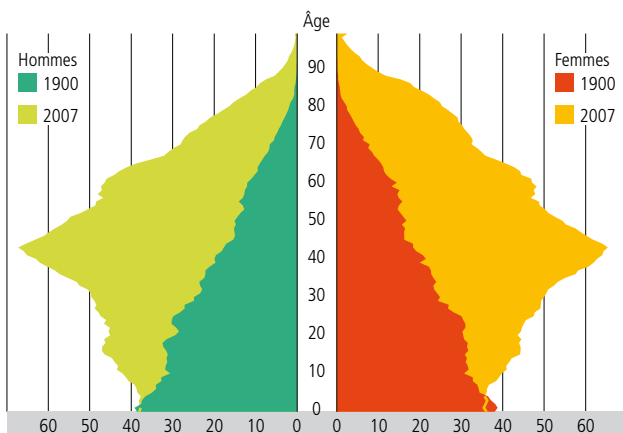
Croissance démographique, de 1997 à 2007

par district



Structure par âge de la population

Nombre de personnes en milliers



Une société vieillissante

Au cours du XX^e siècle, le nombre des personnes âgées a augmenté, tandis que les pourcentages des jeunes et des personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans) ont baissé. De ce fait, la forme de la pyramide des âges a changé, passant de la «pyramide» (1900) au «sapin» (2007). Aujourd'hui, la répartition de la population suisse par âges est caractérisée par la prédominance des années fortes en naissances (1959 à 1971). Les jeunes générations sont elles moins nombreuses, alors que les personnes âgées sont en nombre croissant.

Naissances vivantes en 2007

Total	74 494
Garçons pour 100 filles	105,2
Pourcentage des enfants nés hors mariage en %	16,2
Naissances multiples	1 215
Naissances de jumeaux	1 191
Nombre d'enfants par femme ¹	1,46

Décès en 2007

Total	61 089
Age au décès	
0 – 19 ans	547
20 – 39 ans	1 057
40 – 64 ans	8 333
65 – 79 ans	15 891
≥ 80 ans	35 261

Migrations internationales en 2007

Personnes immigrées	165 634
dont étrangers	143 855
Personnes émigrées	90 175
dont étrangers	60 688
Solde migratoire	75 459
Suisses	-7 708
Etrangers	83 167

Migrations internes² en 2007

Total arrivées et départs	423 346
----------------------------------	----------------

Mariages en 2007

Total	40 330
Suisse/Suisse	20 414
Suisse/étrangère	8 276
Etranger/Suisse	6 861
Etranger/étrangère	4 779
Age moyen au mariage (ans)	
Hommes célibataires	31,2
Femmes célibataires	28,9

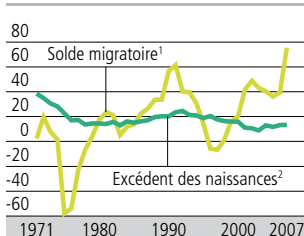
Divorces en 2007

Total	19 882
avec enfants mineurs (%)	45,1
Durée du mariage	
0 – 4 ans	2 160
5 – 9 ans	5 483
10 – 14 ans	3 701
15 ans et plus	8 538
Indic. conjoncturel de divortialité ³	49,1

1 Nombre d'enfants qu'une femme mettra au monde au cours de sa vie, calculé à partir des taux de fécondité observés durant l'année sous revue dans différentes classes d'âges.

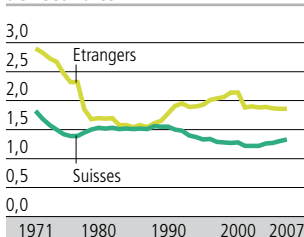
2 Migrations intercommunales exclusivement

3 Pourcentage de mariages célébrés une année donnée qui seront dissous, compte tenu des conditions de divortialité de l'année considérée.

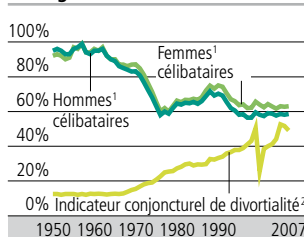
Solde migratoire et accroissement naturel en milliers

1 y compris les changements de statut: remplacement de l'autorisation de résidence valable moins de 12 mois par une autorisation de résidence valable 12 mois ou plus.

2 Naissances vivantes moins décès

Indicateur conjoncturel de fécondité¹

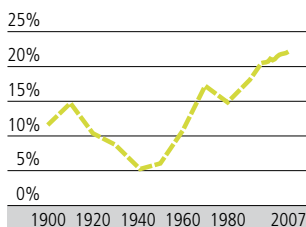
1 Nombre d'enfants par femme; cf. remarque 1, colonne de gauche

Mariages et divorces

1 Pourcentage des hommes célibataires ou des femmes célibataires de moins de 50 ans susceptibles de se marier un jour, compte tenu de la nuptialité observée pendant l'année sous revue

2 Cf. remarque 3, colonne de gauche

Pourcentage de la population résidente permanente de nationalité étrangère

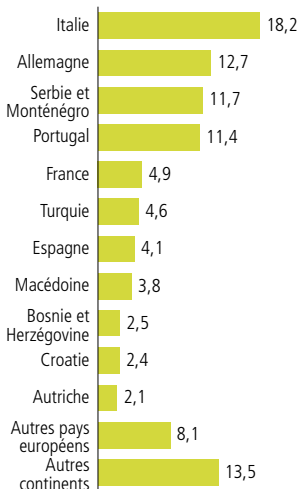


Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon l'autorisation de résidence en 2007

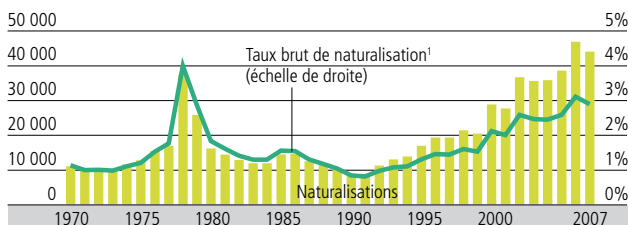
	en milliers
Total¹	1 703,8
Autorisation de séjour (livret B)	450,3
Autorisation d'établis. (livret C)	1 091,4
Autorisation de séjour de courte durée (≥12 mois) (livret L)	29,3
Fonctionnaires internationaux et diplomates	27,6
Autorisation de séjour de courte durée (<12 mois) (livret L)	61,0
Requérants d'asile (livret N)	17,9
Autorisation de séjour provisoire (livret F)	22,8

1 Y compris l'effectif compensatoire

Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon la nationalité en 2007 en %



Acquisitions de la nationalité suisse



1 Nombre de personnes naturalisées en % de la population résidente permanente d'origine étrangère

De nombreux étrangers nés en Suisse restent étrangers

La part des étrangers de la population résidente permanente s'élève à près de 21,1%. Plus de la moitié (54%) des étrangers qui vivent en Suisse y résident depuis plus de 15 ans ou y sont nés. Au vu du faible taux de naturalisation (2,9% ou 43 900 personnes en 2007), le retard en matière d'intégration reste important.

La population étrangère est jeune: on ne compte que 10,7 retraités pour 100 personnes en âge de travailler, contre 31,3 chez les Suisses. Cela explique aussi pourquoi 25,1% des enfants nés en Suisse en 2007 sont de nationalité étrangère.

En 2007, les chiffres de l'immigration ont progressé de 34,2% par rapport à l'année précédente. 69,2% des immigrés étaient des ressortissants de l'espace UE/AELE.

La majorité de la population vit en famille

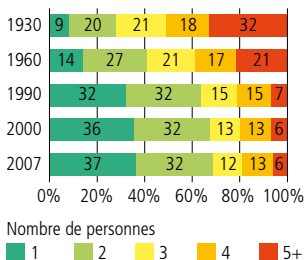
Le ménage familial constitue toujours le mode de vie le plus répandu. En 2000, près des trois quarts de la population vivaient en couple, 49% avec des enfants et 26% sans enfant (2007). 6% de la population vit dans des familles monoparentales. La famille traditionnelle, qui se compose d'un couple marié et de ses enfants, prédomine nettement chez les 35 à 49 ans (58%, contre 2% de couples non mariés avec enfants).

Seule une minorité des personnes qui n'ont pas d'enfants vivent seules, soit 28% chez les 21 à 34 ans, 37% chez les 35 à 49 ans (2000).

De manière générale, le mariage et la fondation d'une famille surviennent de plus en plus tard. Parmi la génération née entre 1965 et 1969, seule une femme sur cinq (21%) a eu un enfant avant 25 ans, contre 44% pour la génération née entre 1945 et 1949. Par ailleurs, les jeunes gens vivent plus longtemps chez leurs parents: seuls 23% des hommes nés entre 1970 et 1974 ont quitté le foyer familial avant d'avoir fêté leurs 20 ans (contre 45% pour la génération 1945–1949).

Taille des ménages

Ménages privés seulement

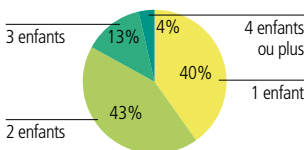


Ménages privés en 2007 en milliers

Total	3 324,3
Ménages d'une personne	1 224,8
Ménages familiaux	2 055,1
Couples sans enfant	936,2
Couples avec enfants	908,1
Couples seuls avec enfants	179,6
Personnes seules avec père ou mère	31,1
Ménages non familiaux	44,4

Ménages familiaux avec enfants en 2000

uniquement enfants non mariés de moins de 18 ans

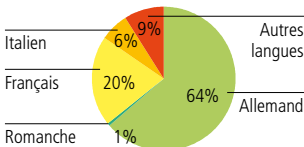


Religions en 2000 en %

Protestants ¹	35,3
Catholiques romains	41,8
Catholiques chrétiens	0,2
Chrétiens orthodoxes	1,8
Autres communautés chrétiennes	0,2
Communauté juive	0,2
Communautés islamiques	4,3
Autres Eglises et communautés religieuses	0,8
Sans appartenance religieuse	11,1
Sans indication	4,3

¹ Y compris Eglises néo-apostoliques et Témoins de Jéhovah

Langues en 2000¹



¹ Population selon la langue principale

Données climatiques 2007

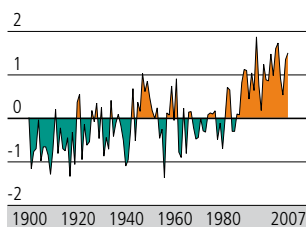
Station	Température moyenne de l'air		Précipitations annuelles		Ensoleillement annuel	
	°C	Ecart ¹ en °C	mm	Indice ²	Heures	Indice ²
Lugano (273 m d'altitude)	13,5	1,9	1 143	74	2 317	114
Bâle-Binningen (316)	11,3	1,7	952	122	1 785	112
Genève-Cointrin (420)	11,2	1,4	1 127	116	2 077	123
Neuchâtel (485)	10,8	1,5	1 302	140	1 843	119
Sion (482)	10,8	1,6	757	127	2 257	113
Zurich-MétéoSuisse (556)	10,1	1,6	1 153	106	1 770	119
Berne-Zollikofen (553)	9,5	1,3	1 291	126	1 941	119
Saint-Gall (779)	9,1	1,7	1 129	90	1 583	114
Davos-Village (1594)	4,1	1,3	1 006	93	1 803	107

1 Par rapport à la moyenne d'une longue série de mesures (1961–1990)

2 100 = moyenne d'une longue série de mesures (1961–1990)

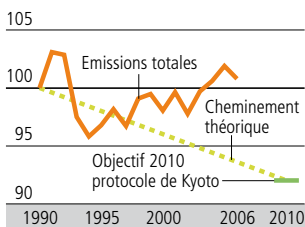
Ecart de température

par rapport à la moyenne 1961–1990, en °C



Emissions de gaz à effet de serre

Indice 1990 = 100



Changements climatiques

L'effet de serre est un phénomène naturel sans lequel la température moyenne du globe serait inférieure d'environ 30°C à ce qu'elle est aujourd'hui. Mais ce phénomène est renforcé par les émissions de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote, etc.) d'origine humaine, qui modifient la composition de l'atmosphère et qui entraînent son réchauffement. Ce réchauffement, observable depuis 1970, ne peut plus désormais être imputé à des variations naturelles du climat.

Utilisation du sol

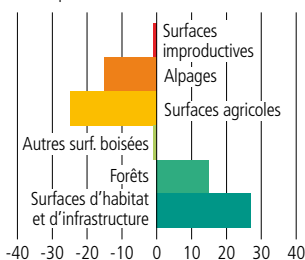
Période de relevé 1992–1997

	km ²	%
Surface totale	41 285	100
Forêts, surfaces boisées	12 716	30,8
Surfaces agricoles utiles	9 873	23,9
Alpages	5 378	13,0
Surfaces d'habitat et d'infrastructure	2 791	6,8
Lacs et cours d'eau	1 740	4,2
Autres surfaces improductives	8 787	21,3

Evolution de l'utilisation du sol

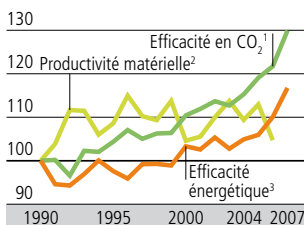
de 1979/85 à 1992/97

En km² par année



Eco-efficacité

Indice 1990 = 100



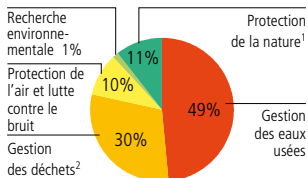
1 PIB / émissions de CO₂

2 PIB / ensemble des besoins matériels

3 PIB / consommation finale d'énergie

Dépenses publiques de protection de l'environnement 2006

Total: 3,7 milliards de francs



1 Y c. paiements directs à l'agriculture pour ses prestations écologiques

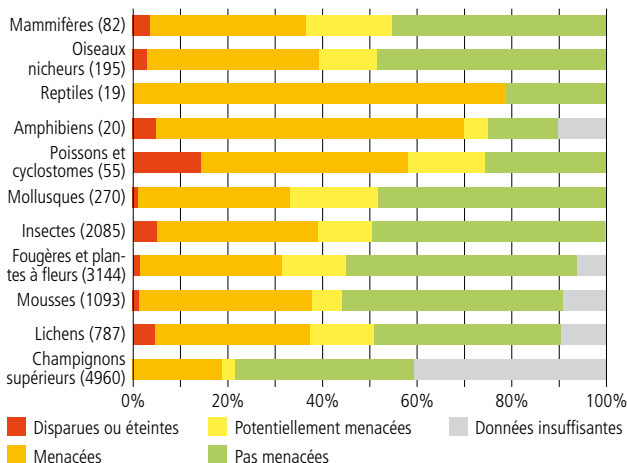
2 Sans les usines d'incinération des ordures ménagères

Éco-efficacité de l'économie

L'éco-efficacité de l'économie augmente quand, pour une même quantité de rejets de CO₂, d'énergie consommée ou de matières utilisées, la valeur économique produite augmente. Une amélioration de l'éco-efficacité peut toutefois être due au développement du secteur tertiaire au détriment du secteur secondaire, et signifier que des activités industrielles qui utilisent beaucoup d'énergie et de matières, et qui produisent de grandes quantités de CO₂, ont été transférées à l'étranger.

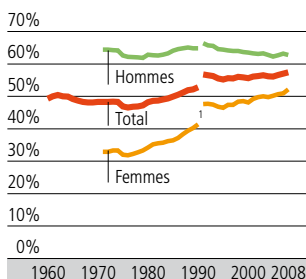
Biodiversité – Espèces menacées

Etat: 1994–2007 selon le groupe d'espèces



Personnes actives

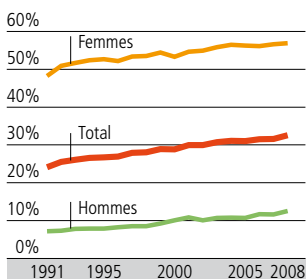
en % de la population résidente permanente



1 Depuis 1991, nouvelle méthode de calcul

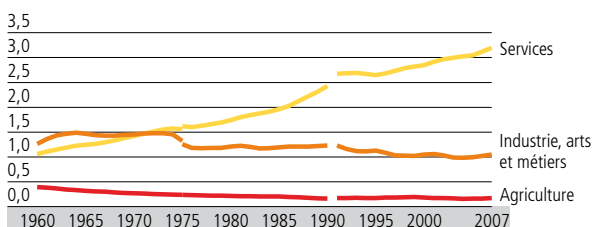
Personnes travaillant à temps partiel

en % des personnes actives occupées



Personnes actives occupées¹ par secteur économique

en millions



1 Depuis 1975 respectivement 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées selon le type d'autorisation et le sexe

en milliers

	1991	1995	2000	2005	2006	2007
Total	4 075	3 952	4 080	4 201	4 304	4 413
Suisses	3 032	2 966	3 100	3 136	3 198	3 257
Etrangers	1 043	986	980	1 065	1 106	1 156
Autorisat. d'établissement	556	564	595	574	573	587
Autorisation de séjour	180	205	183	242	264	283
Saisonniers ¹	72	38	23	—	—	—
Frontaliers	181	146	143	176	187	203
Autorisat. de courte durée	20	17	20	56	63	63
Autres étrangers	33	17	16	18	19	20
Hommes	2 389	2 282	2 301	2 331	2 385	2 447
Femmes	1 686	1 670	1 779	1 870	1 919	1 966

1 L'autorisation de séjour pour saisonniers n'est plus délivrée depuis le 1.6.2002

Les indépendants

Au cours des dix dernières années, le nombre d'indépendants est resté pratiquement stable, malgré les fluctuations importantes de la conjoncture. En 2008, ils représentaient 14% de la population active occupée (15% en 1998). De nombreux indépendants connaissent une situation financière et sociale difficile. En 2008, 24% des indépendants travaillant à plein temps (y compris les salariés qui travaillent dans leur propre entreprise) bénéficiaient d'une réduction de leurs primes d'assurance-maladie, alors que seuls 18% des salariés à plein temps étaient dans cette situation. Autres indices d'une situation parfois difficile: un cinquième des indépendants travaillant à plein temps ne cotisent ni au 2^e pilier ni au 3^e pilier lié et un cinquième n'ont pas d'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie.

Main d'œuvre étrangère

La main d'œuvre étrangère est une composante importante du marché suisse du travail. Sans l'afflux de travailleurs immigrés, la forte croissance que nous avons connue durant la deuxième moitié du XX^e siècle n'aurait pu avoir lieu. Toujours supérieure à 20% depuis les années 1960, leur proportion atteint à présent 26%. Les étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le secteur secondaire, où ils représentent 36% des actifs occupés (2008), contre 25% dans le tertiaire.

Près de deux tiers des actifs occupés étrangers (2008: 65%) sont des ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE. La part des travailleurs originaires du sud de l'Europe (35%) est la plus élevée suivie des Européens du nord et de l'ouest (27%). 22% des actifs occupés étrangers proviennent des pays de l'ouest des Balkans et de la Turquie.

Sur l'ensemble des personnes actives ayant immigré en Suisse ces 10 dernières années, plus des quatre cinquièmes (82%) ont achevé une formation du degré secondaire II ou du degré tertiaire. La part correspondante est de 61% seulement pour les personnes ayant immigré depuis plus longtemps.

Chômage¹

	1980	1990	2000	2007	2008
Chômeurs	6 255	18 133	71 987	109 189	101 725
dont chômeurs de longue durée ² en %	...	6,6	20,1	18,7	15,5
Taux de chômage ³ en %	0,2	0,5	1,8	2,8	2,6
Hommes	0,2	0,4	1,7	2,6	2,4
Femmes	0,3	0,6	2,0	3,0	2,8

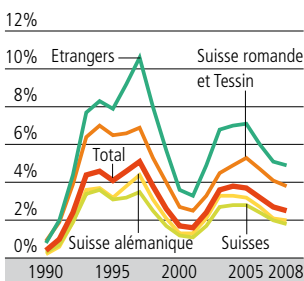
1 Chômage selon SECO

2 Durée du chômage > 12 mois

3 Taux de chômage selon la définition internationale: cf. page 24

Le chômage est étroitement lié à l'évolution conjoncturelle. Après avoir atteint un niveau record en 1997 (5,2%), il est retombé à 1,7% en 2001, puis est remonté à 3,9% en 2004 avant de fléchir à nouveau (2,6% en 2008). L'ampleur du chômage varie selon les groupes de la population. Le taux de chômage est plus élevé parmi les personnes peu qualifiées, les jeunes (15–24 ans) et les étrangers (dont le niveau de qualifications est en moyenne relativement faible). Il est également plus élevé en Suisse romande et au Tessin. Des différences existent aussi, mais moins marquées, entre les hommes et les femmes.

Taux de chômage



Niveau des salaires en 2006

salaire brut mensuel, médiane¹

	Niveau des qualifications requises ²				
	Total	a	b	c	d
Suisse³	5 674	10 463	6 796	5 463	4 400
Région lémanique (VD, VS, GE)	5 699	10 666	6 784	5 717	4 544
Mittelland (BE, FR, SO, NE, JU)	5 552	9 840	6 527	5 417	4 389
Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG)	5 902	10 713	6 863	5 617	4 463
Zürich (ZH)	6 154	11 904	7 510	5 635	4 470
Suisse orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG)	5 302	8 848	6 250	5 154	4 332
Suisse centrale (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG)	5 537	9 778	6 642	5 262	4 303
Tessin (TI)	4 899	8 448	5 600	5 048	3 921

1 Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail

2 Niveau des qualifications requises pour le poste de travail

a = travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles

b = travail indépendant et très qualifié

c = connaissances professionnelles spécialisées

d = activités simples et répétitives

3 Secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble

Revenu du travail en 2007¹

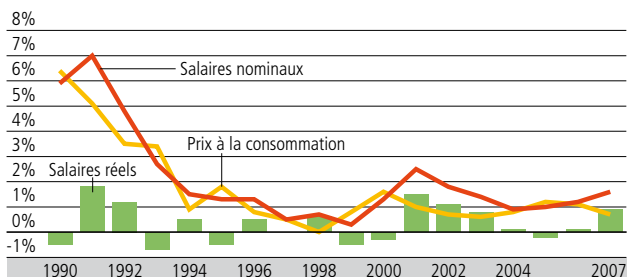
répartition en %

	Classes de revenu (en milliers de francs bruts par an)					pas d'indication
	≤ 26	26 – 52	52 – 78	78 – 104	> 104	
Total	16,1	18,1	26,3	15,4	14,1	10,1
Hommes, plein temps	2,4	8,4	32,2	22,6	24,1	10,3
Femmes, plein temps	7,0	22,1	33,4	16,8	9,3	11,4
Hommes, temps partiel	36,8	22,2	17,1	7,8	7,4	8,7
Femmes, temps partiel	40,9	31,4	13,3	3,6	1,4	9,3

1 Personnes actives occupées, sans les apprentis

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels

variation par rapport à l'année précédente, en %



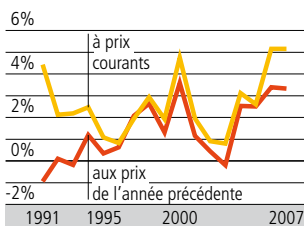
Evolution des salaires réels

Indice 1939 = 100

	1980	1990	1995	2000	2006	2007
Total	254	272	279	279	289	292
Hommes	241	257	264	264	271	274
Femmes	279	302	307	311	326	328

La conjoncture économique de la Suisse

Taux annuel de croissance du PIB

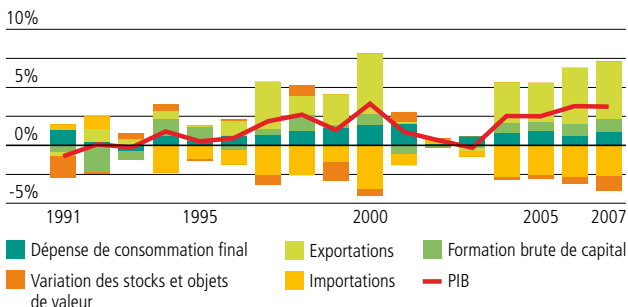


La Suisse a traversé une période de mutations structurelles au début des années 1990 avec une croissance économique anémique. Dès 1997, l'économie suisse s'est rétablie avec toutefois un important ralentissement au début des années 2000 suite, entre autres, aux turbulences dans le secteur financier.

Le dynamisme des exportations comme moteur de l'économie suisse

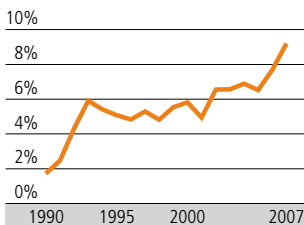
Le commerce extérieur (exportations et importations) joue un rôle moteur depuis 1997. En effet, les périodes de forte croissance coïncident avec un commerce extérieur florissant et dynamique. Les exportations sont la composante du produit intérieur brut (PIB) qui contribue le plus à la croissance durant les années fastes (1997 à 2000 et 2004 à 2007).

La contribution des composantes du PIB à la croissance économique en % de l'année précédente



La contribution extérieure en augmentation

Poids de la contribution extérieure dans le PIB à prix courants

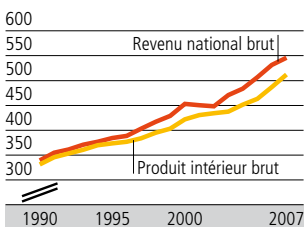


L'une des conséquences du dynamisme des exportations est la part croissante de la contribution extérieure (solde entre exportations et importations) au PIB, montrant l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse.

Dynamisme plus marqué du revenu national brut (RNB)

PIB et RNB à prix courants

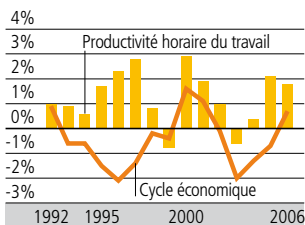
en milliards de francs suisses



En plus de la contribution extérieure, le solde des revenus (du travail et du capital) avec l'étranger est en forte croissance ces dernières années. Ceci a pour conséquence un RNB plus dynamique que le PIB et montre l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse. A noter, cependant, que suite aux pertes enregistrées par les filiales des banques suisses à l'étranger dues à la crise financière, le RNB en 2007 est exceptionnellement moins dynamique et va à contre-courant de cette tendance.

Le cycle économique et la productivité du travail

Taux d'évolution annuel



Taux d'évolution annuel moyen

Période	Productivité horaire du travail en %	Cycle économique
1991 – 1996	1,3	Stagnation
1996 – 2000	1,4	Expansion
2000 – 2003	0,7	Stagnation
2003 – 2006	1,4	Expansion
1991 – 2006	1,2	

Une fois l'activité économique mesurée par le PIB connue, on peut s'intéresser à l'efficacité avec laquelle les ressources productives (travail et capital) sont utilisées. L'efficacité du travail est mesurée par sa productivité horaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par heure de travail.

Le graphique et le tableau ci-dessus présentent les évolutions respectives de la productivité horaire du travail et du cycle économique de 1991 à 2006. La notion de cycle désigne les variations de l'activité économique présentant une certaine régularité, mesurées en comparant l'évolution du PIB à sa tendance de long terme.

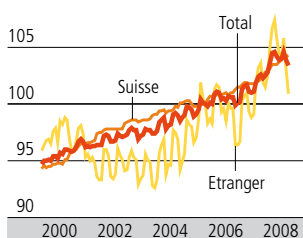
De manière générale, on observe que la productivité horaire du travail et le cycle économique évoluent dans le même sens: par exemple, à une phase d'accélération de la productivité correspond une phase d'expansion économique. La période 1991 à 1996 est à cet égard différente: une accélération de la productivité horaire du travail est observée dans un contexte de stagnation économique. Cette situation est due à une diminution du nombre total des heures travaillées dans l'économie durant cette période.

Evolution des prix à la consommation variation des moyennes annuelles en %

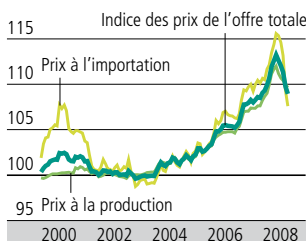
	2004	2005	2006	2007	2008
Total	0,8	1,2	1,1	0,7	2,4
Alimentation et boissons non alcoolisées	0,5	-0,7	0,0	0,5	3,1
Boissons alcoolisées et tabacs	3,5	4,7	1,1	2,1	2,6
Habillement et chaussures	-2,7	-0,1	1,9	0,3	4,0
Logement et énergie	1,6	3,0	2,8	2,1	4,9
Equipped ménager et entretien courant	0,3	0,0	0,1	0,3	0,8
Santé	0,9	0,6	0,0	-0,2	-0,2
Transports	1,5	3,4	2,8	1,0	3,5
Communications	-0,7	-5,7	-6,9	-3,0	-2,9
Loisirs et culture	-0,4	-0,6	-0,2	-0,5	0,6
Enseignement	1,5	1,1	1,6	1,6	1,5
Restaurants et hôtels	1,0	1,1	1,2	1,4	2,3
Autres biens et services	1,1	0,9	0,9	0,1	0,8

Prix à la consommation selon la provenance des biens

110 Indice décembre 2005 = 100

**Indice des prix à la production et à l'importation**

120 Indice mai 2003 = 100

**Indices du niveau des prix en comparaison internationale en 2007^p**

EU-27 = 100

	Suisse	Allemagne	France	Italie
Produit intérieur brut	122	103	110	103
Consommation individuelle effective	130	102	109	106
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	132	106	103	114
Boissons alcoolisées et tabacs	91	97	107	105
Habillement et chaussures	111	103	91	103
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	160	113	124	105
Ameublement, équipement ménager et entretien	106	97	104	106
Santé	138	103	107	123
Transports	104	102	99	95
Communications	111	106	108	99
Loisirs et culture	114	100	109	101
Enseignement	186	101	116	121
Hôtels, cafés et restaurants	116	98	115	104
Autres biens et services	125	99	108	101
Consommation collective effective	136	111	127	116
Formation brute de capital fixe	108	107	107	89
Machines et appareils	97	102	99	101
Construction	123	116	112	83
Logiciels	100	84	107	96

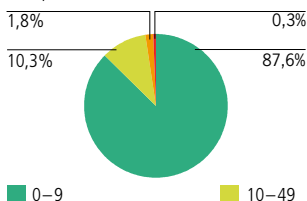
Poursuite des mutations structurelles, prédominance des PME

Entre 1995 et 2005, les structures de l'économie suisse ont continué à se transformer. Certaines branches du secteur secondaire, telles que la construction, l'industrie du textile et du cuir, l'industrie du papier, de l'édition et de l'impression, l'industrie des machines, ont perdu un nombre important d'emplois, alors que des branches du secteur tertiaire comme les services aux entreprises, l'informatique, la recherche et le développement, la santé et l'action sociale ont connu une forte croissance. La part du secteur tertiaire dans le total des emplois est passée de 65% en 1995 à 69% en 2005 (entreprises marchandes seulement).

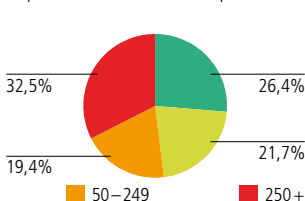
Les petites et moyennes entreprises (PME), à savoir les entreprises comptant moins de 250 emplois, restent prédominantes dans le paysage économique suisse. Elles représentent 99,7% des entreprises de l'économie privée du pays et regroupent deux tiers des emplois (2005).

Taille des entreprises¹ 2005

Entreprises selon la taille



Emplois selon la taille des entreprises



¹ Entreprises marchandes seulement. La taille des entreprises est mesurée en équivalents plein temps (les emplois à temps partiel sont convertis en emplois à plein temps)

Entreprises marchandes, nombre d'emplois par branche

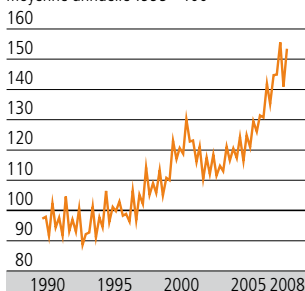
En milliers	1995		2005	
	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois
Total	286,1	3 118,5	298,7	3 185,4
Secteur secondaire	74,4	1 098,3	72,5	1 000,6
Industries extractives	0,4	5,7	0,3	4,3
Industries manufacturières	41,4	744,5	37,4	677,5
dont:				
Industrie alimentaire, boissons, tabac	2,9	68,7	2,3	66,6
Industrie du papier, édition, impression	4,8	77,2	4,1	60,3
Raffinage du pétrole, industrie chimique	0,8	69,6	0,9	68,5
Métallurgie	7,7	107,3	7,7	98,2
Machines et équipements	3,7	113,8	3,4	98,9
Electronique, mécanique de précision	5,2	137,3	5,0	141,7
Electricité, gaz, eau	0,3	18,2	0,5	24,8
Construction	32,4	329,8	34,4	294,0
Secteur tertiaire	211,7	2 020,1	226,2	2 184,8
Commerce, réparat. d'articles domestiques	74,0	625,1	68,8	614,1
Hôtellerie, restauration	23,9	223,8	25,1	211,6
Transports, communications	10,3	254,5	10,7	245,0
Activités financières, assurances	3,6	187,7	5,8	196,2
Activ. foncières et immob., loc. de machines	4,1	20,1	5,4	29,8
Activités informatiques, rech. et dévelop.	5,8	36,9	11,2	72,8
Services aux entreprises	46,5	251,5	55,8	318,5
Administration publique, sécurité sociale, enseignement	4,3	52,6	4,3	64,9
Santé, action sociale	19,4	280,4	19,5	334,1
Autres services à des tiers	19,9	87,7	19,6	97,8

Créations d'entreprises en 2006

Divisions économiques	Entreprises créées	Emplois créés	Emplois à plein temps créés	Emplois à temps partiel créés
Total	11 595	22 553	15 552	7 001
Secteur secondaire	2 349	4 903	3 878	1 025
Industrie	861	1 804	1 220	584
Construction	1 488	3 099	2 658	441
Secteur tertiaire	9 246	17 650	11 674	5 976
Commerce	2 372	4 353	2 907	1 446
Hôtellerie et restauration	316	985	557	428
Transports et communications	477	1 049	829	220
Activités financières, assurances	549	1 087	818	269
Immobilier, services aux entreprises	3 598	6 424	4 266	2 158
Activités informatiques	827	1 339	1 005	334
Enseignement	193	449	175	274
Santé et action sociale	281	740	378	362
Autres services collectifs ou personnels	633	1 224	739	485

Production dans le secteur secondaire

Evolution indexée des résultats trimestriels, moyenne annuelle 1995=100



La production dans le secteur secondaire (sans la construction) a fortement baissé de 1991 à 1993, années de récession, puis elle a stagné en 1995 et en 1996. Elle a augmenté nettement vers la fin des années 90, avant de subir une forte baisse dans les années 2002 et 2003. A partir de 2004 les entreprises ont à nouveau bénéficié de la bonne conjoncture. Sur l'ensemble de la période 1990–2007, la production dans le secteur secondaire a augmenté de 50%.

Chiffres d'affaires du commerce de détail

Variation en % par rapport à l'année précédente

		2003	2004	2005 ²	2006	2007
Total	nominal	-0,4	2,1	1,3	1,6	3,6
	réel ¹	-0,9	1,4	1,7	1,9	4,0
Alimentation, boissons, tabac et articles pour fumeurs	nominal	2,6	1,8	0,2	1,1	2,9
	réel ¹	1,3	0,9	0,2	1,0	2,4
Vêtements, chaussures	nominal	-3,0	-0,5	3,6	1,8	4,5
	réel ¹	-2,6	2,4	3,8	-0,1	4,2
Autres groupes	nominal	-1,2	2,8	0,9	1,8	3,8
	réel ¹	-1,3	1,5	1,1	3,4	5,0

¹ Données déflatées sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation

² Depuis 2005, «total» et «autres groupes» sans «véhicules à moteur» et «carburants et combustibles»

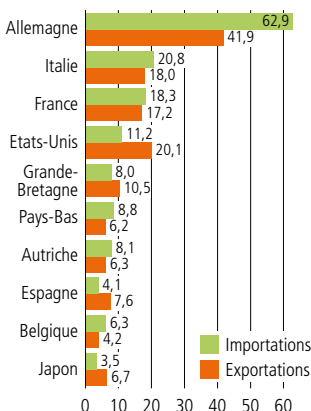
Coût du travail

Le coût du travail comprend l'ensemble des frais incombant aux employeurs pour l'emploi de main d'œuvre; il représente en général la plus grande partie des coûts de production. En Suisse, il se compose des éléments suivants: 83,4% reviennent aux salaires et traitements, 15,0% aux cotisations des employeurs aux assurances sociales et 1,6% aux coûts pour la formation professionnelle, le recrutement du personnel ainsi que des frais divers (2006).

Le coût du travail est un indicateur essentiel de l'attractivité d'une place économique. Il varie fortement d'un pays à l'autre. Avec un coût de € 33.81 par heure travaillée (en 2006), la Suisse est dans le groupe de tête des pays d'Europe, avec le Danemark (€ 33.1), l'Islande (€ 32.4) et la Suède (€ 32.2). Les coûts horaires sont compris entre € 26 et € 31 en France, en Allemagne et en Autriche, qui sont les trois pays limitrophes de la Suisse où le coût du travail dépasse la moyenne de l'UE-15.

Commerce extérieur: nos principaux partenaires en 2007

en milliards de francs



Le commerce extérieur représente une part importante du produit intérieur brut de la Suisse. Nos principaux partenaires commerciaux sont les pays industrialisés, qui, en 2007, ont absorbé 77,9% de nos exportations et ont fourni 88,1% de nos importations. L'UE occupe à cet égard une place essentielle (62,0% des exportations, 79,5% des importations).

Commerce extérieur: les principaux biens

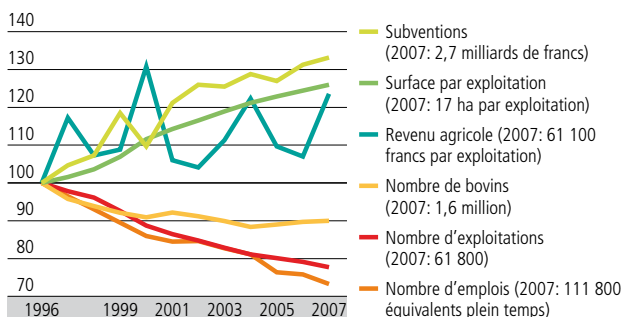
en millions de francs

	Importations			Exportations		
	1990	2006	2007	1990	2006	2007
Total	96 611	177 148	193 216	88 257	185 216	206 252
dont:						
Produits de l'agriculture et de la sylviculture	8 095	11 938	13 403	2 998	6 180	7 463
Textiles, habillement, chaussures	8 806	9 392	10 040	4 984	4 406	4 637
Produits chimiques	10 625	35 785	41 260	18 422	62 975	68 811
Métaux	9 025	15 519	18 477	7 537	13 424	15 498
Machines, électronique	19 794	32 018	35 118	25 527	38 630	43 065
Véhicules	10 230	15 495	17 098	1 485	4 942	5 723
Instruments, horlogerie	5 786	12 171	13 678	13 330	31 305	35 388

Les terres agricoles et les forêts occupent respectivement 37% et 31% du territoire suisse. Le paysage est donc largement façonné par l'agriculture et la sylviculture. Non seulement ces activités produisent des aliments, des matériaux de construction ou de l'énergie renouvelable, mais elles sont aussi importantes pour le maintien d'une activité économique décentralisée et pour la protection de la diversité paysagère. En 2007, la contribution cumulée de ces deux branches à la valeur ajoutée brute de l'économie suisse était de 1,2%.

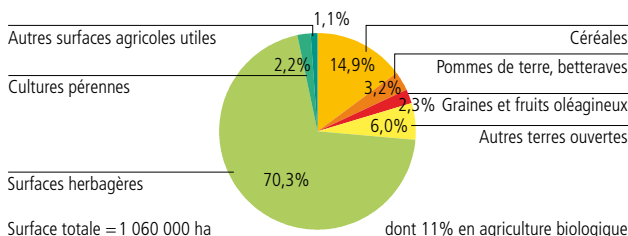
Quelques indicateurs-clés de l'agriculture

Indice 1996=100



Utilisation de la surface agricole utile en 2007

sans les alpages



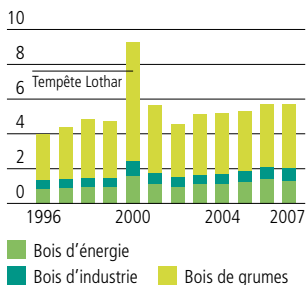
Valeur de production¹ de l'agriculture en 2007

	en %
Produits végétaux	44,1
Céréales	4,3
Plantes fourragères	13,0
Produits maraîchers et horticoles	12,9
Fruits et raisin	5,1
Vins	4,1
Autres produits végétaux	4,7
Animaux ou produits animaux	47,3
Bovins	12,2
Porcins	9,3
Lait	21,5
Autres animaux ou produits animaux	4,2
Services agricoles	5,8
Activités secondaires non agricoles	2,9

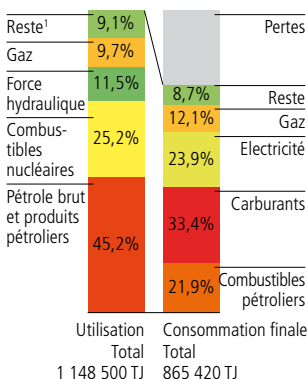
1 valeur totale = 11 milliards de francs

Récolte de bois

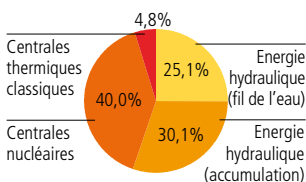
en millions de m³



Utilisation totale et consommation d'énergie en 2007



Production d'électricité en 2007



Total: 63,5 milliards kWh

Energies renouvelables en 2007

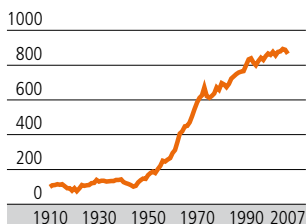
Part de la consommation finale	en %
Energie hydraulique	12,14
Energie solaire	0,14
Chaleur de l'environnement	0,79
Biomasse (bois et biogaz)	3,58
Energie éolienne	0,01
Part renouvelable des déchets	1,35
Energie fournie par les stations d'épuration des eaux	0,20
Biocarburants	0,06

Consommation en hausse

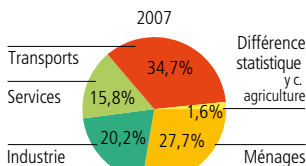
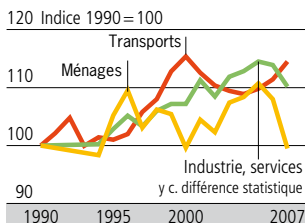
La consommation d'énergie finale est étroitement liée à l'évolution économique et démographique. Toute croissance de la population, de la production, de la consommation, de la dimension des logements, du poids des véhicules à moteur, etc., se traduit par une utilisation accrue d'énergie, malgré les progrès réalisés dans le domaine de l'efficacité énergétique.

Les transports, qui absorbent près du tiers de l'énergie finale, constituent la catégorie de consommateurs la plus importante. Près de 60% de la consommation finale d'énergie est couverte par les combustibles fossiles; 18,3% seulement proviennent d'énergies renouvelables, principalement de l'énergie hydraulique.

Consommation finale d'énergie en milliers de TJ



Consommation finale d'énergie par catégories de consommateurs



► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Energie

► www.ofen.admin.ch (Office fédéral de l'énergie) → Thèmes → Statistiques de l'énergie

Dépenses dans la construction		en millions de francs, aux prix de 2000				
	1980	1990	2000	2006	2007	
Total	34 198	47 588	43 708	46 983	45 792	
Dépenses publiques	11 389	14 507	15 983	14 890	14 433	
Génie civil	6 791	7 740	10 060	9 153	8 849	
dont routes	...	...	5 221	4 022	3 949	
Bâtiment	4 599	6 767	5 923	5 737	5 584	
Autres dépenses	22 809	33 081	27 725	32 094	31 359	
dont logements	...	...	17 147	21 522	20 760	

Construction de logements

	1980	1990	2000	2006	2007
Nouveaux bâtiments	20 806	16 162	16 962	17 192	17 051
dont maisons individuelles	16 963	11 200	13 768	12 031	11 982
Nouveaux logements	40 876	39 984	32 214	41 989	42 915
d'une pièce	2 122	2 010	528	480	490
de 2 pièces	4 598	5 248	1 779	2 125	2 724
de 3 pièces	7 094	8 937	4 630	7 126	7 977
de 4 pièces	11 557	12 487	10 783	15 636	15 598
de 5 pièces ou plus	15 505	11 302	14 494	16 622	16 126

Parc de logements

	1980	1990	2000	2006	2007
Effectif	2 702 656	3 140 353	3 574 988	3 791 574	3 835 370
dont vacants en %	0,74	0,55 ¹	1,26 ¹	1,07 ¹	0,97 ¹

1 Au 1^{er} juin de l'année suivante

Vers des logements plus spacieux ...

Le nombre des logements augmente plus vite que l'effectif de la population. De 1990 à 2000, il a progressé de 8%, alors que le nombre d'habitants augmentait de 6%. Le nombre moyen de personnes par logement habité a de ce fait fléchi de 2,4 à 2,3. Parallèlement, la surface moyenne d'habitation est passée de 39 m² à 44 m² par personne.

... et vers un essor de la maison individuelle

De 1970 à 2000, la part des maisons individuelles dans le parc immobilier est passée de 40% à 56%. Celles-ci représentaient en 2007 70% des bâtiments d'habitation nouvellement construits. Pourtant, la politique d'aménagement du territoire ne favorise pas cet essor, pas plus que la raréfaction des terrains à bâtir.

Le taux de propriétaires reste peu élevé

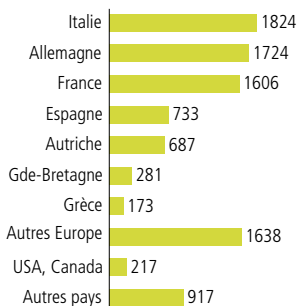
La majorité des logements (73,3% en 2000) ne sont pas, comme on le suppose souvent, la propriété de personnes morales, mais celle de particuliers. Le taux de logements occupés par leur propriétaire n'en demeure pas moins relativement faible en Suisse: en 2000, seulement 34,6% des logements occupés en permanence l'étaient par leur propriétaire. C'est de loin le taux le plus faible de tous les pays européens. Il a néanmoins un peu augmenté depuis 1970, grâce principalement au développement rapide de la propriété par étage.

Principaux indicateurs du tourisme

	2000	2006	2007
Offre (lits)¹			
Hôtels et établissements de cure	264 495	271 591	270 146
Demande: arrivées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	13 894	14 811	15 633
Demande: nuitées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	35 020	34 848	36 365
Hôtes du pays	14 862	15 204	15 447
Hôtes de l'étranger	20 158	19 644	20 918
Durée de séjour nuitées			
Hôtels et établissements de cure	2,5	2,4	2,3
Hôtes du pays	2,5	2,2	2,1
Hôtes de l'étranger	2,6	2,5	2,5
Taux d'occupation brut des hôtels et établissements de cure			
en % des lits recensés	36,2	35,2	36,9
Balance touristique en millions de francs			
Recettes générées par les hôtes étrangers en Suisse	11 223	13 544	14 623
Dépenses des Suisses à l'étranger	9 167	11 556	12 298
Solde	2 057	1 988	2 325

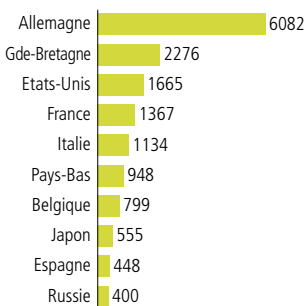
1 Lits disponibles: nombre total des lits des établissements recensés

Destinations de voyage des Suisses¹ en 2005



1 Population résidente permanente, voyages à l'étranger avec nuitées en milliers; total: 9,8 millions

Nuitées effectuées par les hôtes de l'étranger en Suisse¹ en 2007



1 en milliers, sans la parahôtellerie

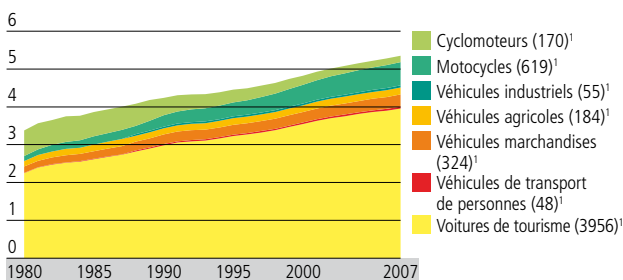
Infrastructures

Près d'un tiers des surfaces d'habitat et d'infrastructure est consacré aux transports (selon la statistique de la superficie 1992/97).

En 2006, la longueur totale du réseau ferroviaire était de 5065 km. Le réseau routier totalisait 1758 km de routes nationales (dont 1361 km d'autoroutes) et 18 117 km de routes cantonales, à quoi s'ajoutent 51 446 km de routes communales (état en 1984).

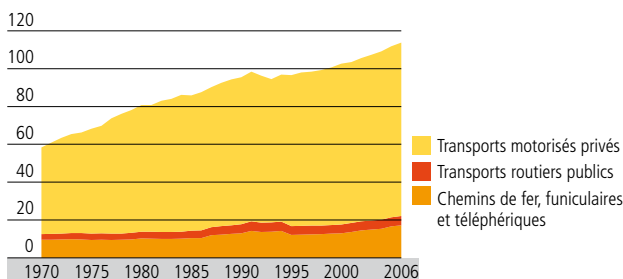
Parc de véhicules à moteur

en millions



Volume des transports en personnes-kilomètres

en milliards de personnes-kilomètres par an



Mobilité journalière en 2005

Moyenne par personne et par jour ¹

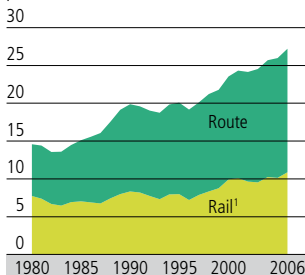
	Distance en km	Durée en min. ²		Distance en km	Durée en min. ²
Total	38,2	98,4	Moyens de transports		
Finalité des déplacements			Marche	2,1	36,9
Travail et formation	10,6	22,3	Bicyclette	0,8	4,3
Achats	4,4	13,3	Cyclomoteur	0,1	0,2
Services et accompagnement	0,5	1,0	Motocycle	0,6	1,3
Déplacements professionnels	3,3	6,4	Voiture	25,5	38,4
Loisirs	16,8	50,0	Bus/tram	1,5	6,1
Indéterminé	2,5	5,4	Car postal	0,2	0,4
			Train	6,2	7,2
			Autres	1,2	3,6

¹ Mobilité journalière de la population résidente permanente âgée de 10 ans ou plus en Suisse

² Temps d'attente compris

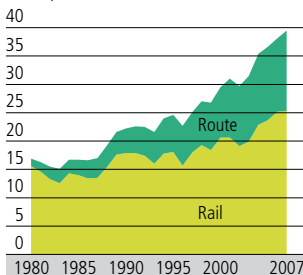
Transports de marchandises

Total, en milliards de tonnes-kilomètres par an

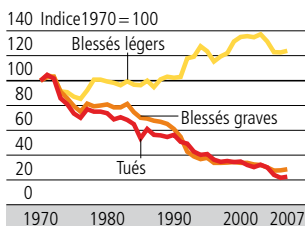


1 Tonnes-kilomètres nettes, sans le poids des véhicules, des remorques, des conteneurs et des caisses mobiles dans le transport combiné

A travers les Alpes, en millions de tonnes nettes par an



Victimes d'accidents de la route



Victimes par mode de transport

Trafic routier en 2007	
Tués	384
Blessés graves	5 235
Blessés légers	21 897
Trafic ferroviaire en 2006	
Personnes tuées	26
Trafic aérien en 2007	
Tués en Suisse	12

Coûts des transports

Les coûts économiques des transports, c'est-à-dire le total des sommes effectivement dépensées pour les transports par leurs usagers, par les pouvoirs publics et par des tiers, s'élevaient en 2003 à 75 milliards de francs au moins. La mobilité nous coûte donc plus cher que, par exemple, le système de santé ou l'éducation publique. Les coûts des transports routiers sont à peu près six fois plus élevés que ceux des transports ferroviaires. Les transports de personnes par la route (voitures de tourisme) coûtent 50 centimes par personne-kilomètre, contre 40 centimes pour les transports de personnes par le rail. Dans le trafic des marchandises, les coûts par tonne-kilomètre sont de 57 centimes pour les transports routiers et de 27 centimes pour les transports ferroviaires. Sur les 75 milliards du coût total des transports, environ 6,5 milliards sont des coûts externes, qui ne sont pas couverts par les usagers des transports (il s'agit notamment des coûts indirects entraînés par les dommages causés à l'environnement et à la santé, mais aussi de ceux résultant des dépréciations et des dégâts occasionnés aux bâtiments). Selon de récentes études demandées par l'Office fédéral du développement territorial (ARE), les coûts externes du trafic routier et ferroviaire génèrent actuellement 8,5 milliards de francs de coûts externes (année de référence 2005).



	Année ¹	Suisse	Allemagne	Grèce
Habitants (début de l'année) en milliers	2008	7 591	82 221	11 215
Habitants par km ²	2006	180	231	84
Pourcentage des moins de 15 ans	2007	15,8	13,9	14,3
Pourcentage des plus de 64 ans	2007	16,2	19,8	18,6
Naissances (pour 1000 habitants)	2007	9,7	8,3	9,8
Naissances hors mariage en %	2007	16	30	5
Mariages pour 1000 habitants	2007	5,3	4,5	5,2
Divorces pour 1000 habitants	2007	2,6	2,3	1,2
Solde migratoire pour 1000 habitants	2007	9,9	0,5	3,7
Etrangers établis en % de la population	2004	21,8	8,9	8,1
Personnes par ménage privé	2005	2,2	2,1	2,6
25–34 ans avec diplôme tertiaire en %	2005	31	23	25
Accès des ménages à internet en %	2007	70	71	25
Espérance de vie des hommes en années	2006	79,2	77,2	77,2
Espérance de vie des femmes en années	2006	84,2	82,4	81,9
Mortalité infantile ²	2007	3,9	3,8	3,8
Médecins pratiquant pour 100 000 habitants	2007	390	346	500
Coûts du système de santé en % du PIB	2007	11,3	10,6	9,1
Dépenses de protection sociale en % du PIB	2005	29,2	29,5	24,2
Surface agricole en % de la surface totale	2005	38,2	48,8	64,9
Surface boisée en % de la surface totale	2005	30,5	31,8	29,1
Emissions de CO ₂ dues à la combustion d'agents énergétiques fossiles en t par hab.	2004	6,0	10,3	8,5
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	2004	516	550	379
Accidents de la route: tués par mio. d'habitants	2005	55	65	145
Actifs occupés dans l'agriculture en %	2007	4,0	2,3	11,6
Actifs occupés dans l'industrie en %	2007	22,9	29,4	22,4
Actifs occupés dans les services en %	2007	73,1	67,9	66,1
Taux d'activité des femmes (15+ ans)	2007	59,9	52,8	42,7
Taux d'activité des hommes (15+ ans)	2007	75,8	66,0	64,7
Taux de chômage (selon la définition internationale)	2007	3,6	8,6	8,1
Femmes	2007	4,5	8,7	12,6
Hommes	2007	2,9	8,4	5,0
15–24 ans	2007	7,1	12,1	22,0
Chômeurs de longue durée en % du total des chômeurs	2007	40,8	56,6	50,3
Femmes travaillant à temps partiel en % ³	2007	59,3	46,2	10,5
Hommes travaillant à temps partiel en % ³	2007	12,9	9,5	2,8
Durée hebdomadaire de travail en heures	2007	41,7	39,5	40,6
Commerce extérieur (consommation de biens et de services) en % du PIB	2006	49	42	28
PIB par habitant, indexé au pouvoir d'achat en US\$	2006	37 747	31 950	23 200
Croissance réelle moyenne du PIB par an en %	1985–2006	1,5	1,4	...
Taux d'inflation	2007	0,8	2,3	3,0
Excédent/déficit public en % du PIB	2007	0,8	0,4	–2,8
Dettes publiques en % du PIB	2007	56,8	65,0	94,5

¹ ou dernière année disponible

² enfants morts pendant leur première année de vie pour 1000 naissances vivantes

³ des femmes actives occupées ou des hommes actifs occupés



Espagne

France

Italie

Pays-Bas

Autriche

Suède

Roy.-Uni

EU-27

45 283

63 753

59 618

16 404

8 332

9 183

61 186

497 482

85

110

192

483

98

20

246

118

14,5

18,6

14,1

18,1

15,6

17,0

17,6

15,8

19,7

16,2

19,9

14,5

16,9

17,4

16,0

16,9

10,8

12,8

9,5

11,0

9,2

11,7

12,6

10,6

28

50

21

40

38

55

44

32

4,6

4,2

4,2

4,5

4,3

5,2

5,2

4,9

1,2

2,2

0,8

2,0

2,4

2,3

2,6

2,0

16,7

1,1

8,3

-0,4

3,9

5,9

2,6

4,0

6,6

5,6

3,4

4,3

9,4

5,3

4,7

2,9

2,4

2,6

2,3

2,4

...

2,3

2,4

40

39

16

35

20

37

35

...

45

49

43

83

60

79

67

54

77,7

77,3

77,9

77,7

77,2

78,8

72,5

75,2

84,4

84,4

83,8

82,0

82,8

83,1

81,1

81,5

3,7

3,8

3,8

4,1

3,7

2,5

4,5

4,7

368

338

...

370

376

357

236

347

8,4

11,1

8,7

9,3

10,1

9,2

8,4

20,8

31,5

26,4

28,2

28,8

32,0

26,8

27,2

58,1

53,8

50,0

57,8

39,0

7,9

70,1

...

35,9

28,3

33,9

10,8

46,8

67,1

11,8

...

7,7

6,2

8,0

11,4

9,2

5,8

9,0

...

454

494

581

448

501

456

504

...

102

88

93

46

93

49

55

...

4,5

3,5

3,9

3,1

5,9

2,3

1,4

5,7

29,3

23,1

30,3

20,2

27,4

21,7

22,3

27,7

66,2

73,4

65,7

76,8

66,8

76,0

76,4

66,6

48,2

51,4

37,9

59,3

53,4

60,4

55,3

49,7

68,5

62,2

60,8

73,3

69,5

68,3

69,1

65,3

8,0

7,7

5,7

3,2

4,4

6,9

4,8

7,0

10,5

8,4

7,4

3,7

5,1

7,4

5,2

7,7

6,1

7,1

4,6

2,8

3,9

6,4

5,5

6,5

18,2

18,2

18,5

6,1

8,7

23,5

14,3

15,4

21,2

41,3

49,9

41,7

27,9

12,9

24,7

43,7

23,0

30,5

26,6

74,9

41,5

40,3

42,5

31,3

4,3

5,7

4,9

23,7

7,4

11,7

10,8

7,8

40,9

39,2

39,2

38,9

42,5

39,8

42,5

40,5

29

28

28

70

53

47

30

38

29 382

31 048

28 866

36 548

35 695

34 870

32 990

...

2,9

2,2

1,7

2,7

1,9

2,0

2,6

...

2,8

1,6

2,0

1,6

2,2

1,7

2,3

2,3

2,2

-2,7

-1,9

0,4

-0,5

3,5

-2,9

-0,9

36,2

64,2

104,0

45,4

59,1

40,6

43,8

58,7

Bilans et bénéfices des banques à la fin de 2007

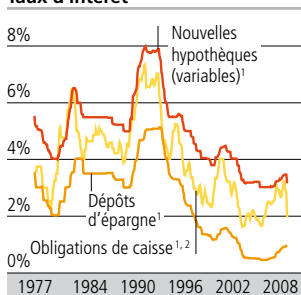
Catégories	Nombre d'établissements		Bilan		Bénéfice ann.		Perte ann.	
	1990	2007	en mio. de fr.	variation ¹	en mio. de fr.		en mio. de fr.	
Total	495	330	3 457 897	8,3	14 101		4 306	
Banques cantonales	29	24	356 580	3,9	2 627		–	
Grandes banques	4	2	2 341 136	6,5	2 847		4 251	
Banques régionales, caisses d'épargne	204	76	85 311	–0,7	506		–	
Banques Raiffeisen ²⁾	2	1	123 076	8,0	701		–	
Autres banques	218	183	487 838	18,8	6 498		31	
Filiales de banques étrangères	16	30	34 444	45,6	457		23	
Banques privées	22	14	29 513	59,0	464		–	

1 Variation totale en % par rapport à l'année précédente

2 Association regroupant 390 instituts à fin 2007

Structure du bilan des banques en 2007

Actifs	in %
Total	100
dont étranger	67,1
Liquidités	0,8
Créances résultant de papiers monétaires	3,4
Créances sur les banques	29,3
Créances envers clients	20,9
Créances hypothécaires	19,7
Portefeuilles de titres destinés au négoce	14,8
Placements financiers	2,1
Participations	1,3
Immobilisations	0,6
Autres actifs	6,9
Passifs	in %
Total	100
dont étranger	62,1
Engagements résultant de papiers monétaires	5,1
Engagements envers les banques	26,7
Fonds de la clientèle	43,8
Engagements sous forme d'épargne et de placement	9,7
Autres engagements à vue	9,6
Autres engagements à terme	24,7
Obligations de caisse	1,2
Prêts sur lettres de gage et emprunts	9,7
Autres passifs	9,2
Fonds propres	4,1

Taux d'intérêt

1 Jusqu'en 2007, valeur moyenne de toutes les banques cantonales; dès 2008, valeur moyenne de 60 établissements (y compris les banques cantonales)

2 Jusqu'en 2007, pour une période de 3 à 8 ans; dès 2008, pour une période de 5 ans

Cours des devises en Suisse¹

	2003	2005	2007
\$ 1	1,3453	1,2458	1,1999
¥ 100	1,1620	1,1309	1,0191
€ 1	1,5210	1,5481	1,6427
£ 1	2,1974	2,2634	2,4011

1 Cours d'achat des banques, moyenne annuelle

Assurances privées en 2007
en millions de francs

Branche d'assurance	Recettes¹	Dépenses¹
Total	120 873	81 134
Assurance-vie	35 417	35 242
Assurance-accidents/ dommages	49 793	28 795
Réassurance	35 663	17 097

1 A l'intérieur et à l'extérieur du pays

- www.statistique.admin.ch → Thèmes → Banques, assurances
- www.snb.ch/fr (Banque nationale suisse)
- www.finma.ch (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers: assurances privées)

Les trois niveaux du système de protection sociale

Le système suisse de protection sociale peut être représenté en trois niveaux:

- Le premier niveau est formé par la garantie individuelle du niveau de vie et par les prestations publiques de base. Celles-ci sont accessibles à tous et comportent le système éducatif, le système judiciaire ainsi que la sécurité publique.
- Le deuxième niveau comprend toutes les assurances sociales et vise à couvrir des risques comme la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage et la maternité.
- Enfin, le troisième niveau englobe toutes les prestations sous condition de ressources; l'aide sociale publique constitue ici une prestation de dernier recours et garantit le droit au minimum vital. Ce niveau n'entre en ligne de compte que lorsque les autres mesures de la protection sociale ne produisent pas leurs effets (principe de subsidiarité).

En amont de l'aide sociale, on trouve une série d'autres prestations sous condition de ressources (niveau 3) visant à prévenir la dépendance à l'aide sociale. Ces dernières sont différenciées entre les prestations garantissant l'accès au service public (par ex. bourses d'études ou aide juridique gratuite) et les prestations qui complètent soit les prestations des assurances sociales lorsque celles-ci sont insuffisantes ou épuisées soit les assurances privées insuffisantes.

Dépenses totales pour la protection sociale

En 2006, les dépenses totales de la protection sociale se sont élevées à 138,5 milliards de francs. Sur ce montant, 127,4 milliards de francs ont été investis dans les prestations sociales proprement dites. Environ quatre cinquièmes de ces dernières sont accordées dans le cadre des assurances sociales (donc le deuxième niveau du système de protection sociale).

Protection sociale: dépenses et recettes

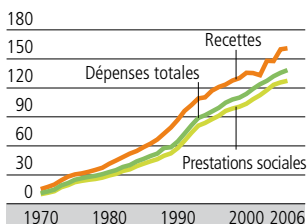
en milliards de francs sans doubles comptages

	1990	1995	2000	2005	2006
Dépenses totales	64,6	95,6	113,7	135,5	138,5
dont prestations sociales	57,8	87,6	103,5	125,7	127,4
Recettes	87,1	117,0	135,7	160,0	161,1
Taux de dépenses sociales ¹	19,5	25,6	26,9	29,3	28,4

¹ Dépenses totales par rapport au PIB

Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs



Prestations sociales en 2006 par fonction

	en %
Vieillesse	44,5
Maladie/soins de santé	26,4
Invalidité	12,5
Survie	4,4
Famille/enfants	4,9
Chômage	3,8
Exclusion sociale	2,9
Logement	0,6

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

La répartition des prestations sociales entre les différents risques et besoins (fonctions des prestations sociales) est très inégale : La vieillesse, la maladie et l'invalidité absorbent ensemble plus de quatre cinquième des prestations sociales.

Assurances sociales: bénéficiaires en 2007

en milliers

AVS: rentes vieillesse	1 755,8	PP ² : rentes d'invalidité	134,8
AVS: rentes complémentaires	69,8	PP ² : autres rentes	87,9
AVS: rentes survivants	148,5	AI: rentes d'invalidité	295,3
PC à l'AV ¹	155,6	AI: rentes complémentaires	183,9
PC à l'AS ¹	3,1	PC à l'AI	97,9
PP ² : rentes vieillesse	507,3	AA ³ : rentes survivants	26,2
PP ² : rentes de veufs/veuves	166,1	AA ³ : rentes d'invalidité	85,5
		AC ⁴	261,3

1 Prestations compl. à l'assurance-vieillesse/assurance-survivants

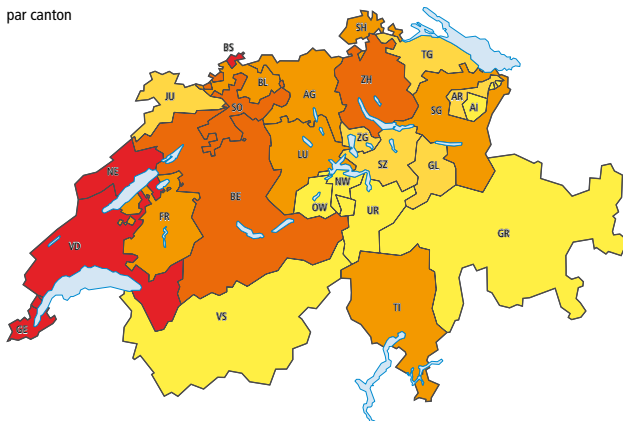
2 Prévoyance professionnelle (chiffres 2006)

3 Assurance-accidents (chiffres 2006)

4 Assurance-chômage

Taux d'aide sociale, en 2006

par canton



Part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population résidente, en %

< 1,5
 1,5 – 1,9
 2,0 – 2,9
 3,0 – 4,4
 ≥ 4,5
 CH: 3,3

Aide sociale

245 000 personnes, soit 3,3% de l'ensemble de la population, ont eu besoin d'une aide sociale en 2006. On observe des disparités importantes entre les régions: Les cantons urbains présentent des taux d'aide sociale bien plus élevés que les cantons ruraux.

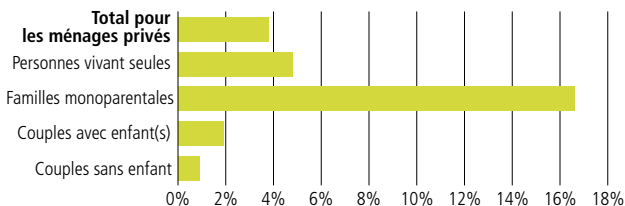
Le risque de dépendre de l'aide sociale varie beaucoup selon l'âge, la structure familiale et la nationalité des personnes.

- Le taux de bénéficiaires est le plus élevé chez les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. De manière générale, il tend à diminuer avec l'âge. Ce n'est que dans le groupe d'âges des 36–45 ans qu'il est légèrement plus élevé en raison, souvent, des coûts d'entretien des enfants, de pertes de gains, de divorces et d'une réduction du taux d'occupation.

- Les personnes élevant seules des enfants sont particulièrement exposées au risque de dépendre de l'aide sociale. La charge financière représentée par l'entretien des enfants et les frais supplémentaires engendrés par une séparation ou un divorce aggravent ce risque. De plus, l'exercice d'une activité professionnelle à plein temps n'est bien souvent pas possible pour le parent qui élève seul ses enfants.
- Les personnes de nationalité étrangère sont nettement sur-représentées dans l'aide sociale par rapport à l'ensemble de la population. Leur absence de qualifications professionnelles, qui les défavorise sur le marché du travail, et leur structure familiale en sont la cause.

Taux d'aide sociale en 2006	en %
Total	3,3
Classes d'âge	
0–17 ans	4,9
18–25 ans	4,5
26–35 ans	3,6
36–45 ans	3,9
46–55 ans	3,1
56–64 ans	2,1
65–79 ans	0,2
80 ans et plus	0,6
Personnes de nationalité suisse	2,3
Hommes	2,3
Femmes	2,2
Personnes de nationalité étrangère	6,9
Hommes	6,7
Femmes	7,0

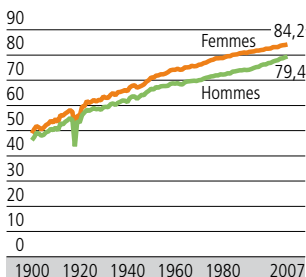
Taux d'assistance¹ selon la structure de l'unité d'assistance en 2006



¹ Part de bénéficiaires à l'aide sociale par rapport au nombre de ménages privés, en %

L'objectif prioritaire de l'aide sociale est de permettre aux personnes assistées de retrouver leur autonomie économique et de favoriser leur intégration sociale. La réalisation de cet objectif dépend beaucoup de la durée de perception de l'aide sociale. Chez les plus jeunes, l'amélioration du statut d'activité et l'insertion professionnelle sont les meilleurs moyens de sortir de l'aide sociale. A cet égard, le rôle d'une bonne formation professionnelle est déterminant pour améliorer les perspectives d'emploi.

Espérance de vie



L'espérance de vie a augmenté de manière exceptionnelle au cours du siècle dernier. Cette progression est due principalement au recul de la mortalité infantile et postinfantile. L'augmentation de l'espérance de vie s'est poursuivie ces dernières années: chez les femmes, elle a augmenté de 1,6 an depuis 2000, chez les hommes de 2,5 ans (2007). Ces derniers décèdent souvent plus tôt que les femmes (avant leur 70^e anniversaire), généralement des suites de cardiopathies ischémiques, d'accidents ou d'actes de violence et de cancers des poumons.

Etat de santé

En 2007, 88% des hommes et 85% des femmes considéraient être en bonne, voire en très bonne santé; seuls 3% des hommes et des femmes se disaient en mauvaise ou en très mauvaise santé. Il n'est cependant pas rare que des problèmes physiques ou psychiques passagers entravent la vie professionnelle quotidienne. En moyenne, une personne est absente de son travail pour cause de maladie ou d'accident 9 jours par année.

Maladies infectieuses¹ en 2007

Infections gastro-intestinales graves	7 840
Méningite	73
Hépatite B	105
Tuberculose	473
SIDA	154

1 Nouveaux cas

Accidents en 2007

	Hommes	Femmes
Professionnels	205 745	57 147
Non professionnels	287 807	170 229

Handicapés¹ en 2008

Degré d'invalidité	Hommes	Femmes
40–49%	5 258	6 390
50–59%	20 454	20 585
60–69%	8 946	7 735
70–100%	101 649	81 045

1 Bénéficiaires de rentes AI

Causes de décès en 2006

	Décès		Taux de mortalité ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes les causes	29 212	31 071	625,0	399,0
dont:				
Maladies infectieuses	309	314	6,9	4,4
Tumeurs malignes	8 624	7 037	187,0	117,0
Appareil circulatoire	10 110	12 282	208,0	131,0
Cardiopathies ischémiques	4 721	4 451	98,0	47,5
Maladies cérébro-vasculaires	1 568	2 465	31,7	27,1
Appareil respiratoire, toute formes	1 984	1 702	40,1	20,1
Accidents et traumatismes	2 218	1 503	52,8	24,6
Accidents, toutes formes	1 264	987	29,7	13,6
Suicides	863	445	20,9	9,4

1 pour 100 000 habitants (standardisé par âge)

Mortalité infantile

	1970	1980	1990	2000	2006	2007
pour 1000 enfants nés vivants	15,0	9,1	6,8	4,9	4,4	3,9

Consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en 2007

La consommation de drogues illégales est surtout le fait d'adolescents et de jeunes adultes. La plupart d'entre eux n'en consomment qu'à quelques reprises ou de manière occasionnelle. Actuellement, environ 7% des 15 à 39 ans consomment du cannabis, contre seulement 4% en 1992. La consommation de tabac et d'alcool représente un problème de santé publique beaucoup plus important que celle de drogues illégales: la population compte quelque 28% de fumeurs, soit 24% des femmes et 32% des hommes. Ces parts ont légèrement baissé depuis 1992, notamment chez les 35 à 44 ans, plus particulièrement chez les hommes (hommes de 35 à 44 ans: de 41% à 32%; femmes: de 31% à 27%). La consommation quotidienne d'alcool a en revanche reculé, tombant à 14% (contre 21% en 1992).

Prestations médicales en 2007

en %¹

	Hommes	Femmes
Ont consulté un médecin	73,4	86,2
Ont séjourné à l'hôpital	10,7	12,2
Aide et soins à domicile	1,4	3,6

1 Population de 15 ans et plus

Médecins et dentistes

pour 100 000 habitants

	1980	2007
Médecins ayant un cabinet	117	205
Dentistes	35	52

Taux d'hospitalisation dans les hôpitaux de soins aigus en 2007^P

en %¹

	Total	Hommes	Femmes
15–59 ans	12,7	10,6	14,9
60–79 ans	29,3	32,0	26,9
80+ ans	46,1	53,4	42,3

1 du groupe de population concerné

Institutions médico-sociales en 2007^P

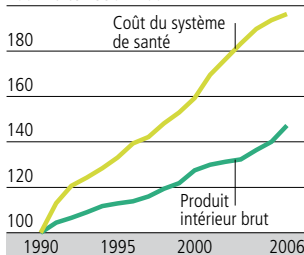
en milliers en %¹

Nombre de clients: total	183,4	2,4
dont:		
Clients ≥ 80 ans	101,7	29,1
Hommes	25,9	21,8
Femmes	75,8	32,8

1 du groupe de population concerné

Coûts de la santé

200 Indice 1990 = 100



En 2006, les dépenses pour la santé ont représenté 10,8% du produit intérieur brut, contre 8,1% en 1990. La progression est due dans une large mesure au développement de l'offre (extension des prestations, spécialisation croissante, progrès techniques, amélioration du confort, etc.). Ces causes sont plus importantes que le vieillissement de la population et l'extension des prestations sociales.

en millions de francs 1996 2006

Total	37 469	52 773
Soins intra-muros	17 744	24 063
Soins ambulatoires	10 933	16 588
dont:		
médecins	5 306	7 538
dentistes	2 682	3 398
Aide et soins à domicile	773	1 141
Services auxiliaires ¹	1 269	1 788
Biens de santé ²	4 540	6 561
dont:		
par les pharmacies	2 812	3 815
par les médecins	996	1 673
Prévention	967	1 141
Administration	2 015	2 631

1 P. ex. examens en laboratoire, radiologie, transport

2 Médicaments et appareils thérapeutiques

Vers un espace suisse de la formation

Le système éducatif suisse est fortement marqué par le fédéralisme. La diversité des systèmes de formation se traduit surtout au niveau de la scolarité obligatoire: selon le canton, on compte, dans le degré secondaire I, deux, trois ou quatre filières d'enseignement aux exigences différentes, et la durée totale de l'enseignement pendant les neuf années d'école obligatoire varie entre 7100 et 8900 heures par élève.

Par ailleurs, le système suisse de formation évolue: certains cantons ont procédé récemment à des réformes et les structures existantes au niveau national ont été revues (introduction de la maturité professionnelle, création des hautes écoles spécialisées, mise en œuvre de la réforme de Bologne), alors que la demande de formation croissait en parallèle. Enfin, les écoles de formation générale ont gagné du terrain.

Elèves et étudiants

Degré d'enseignement	Nombre en milliers			Part des femmes en %		
	1980/81	1990/91	2007/08	1980/81	1990/91	2007/08
Total	1 234,1	1 291,8	1 506,8	46	46	48
Préscolarité	120,3	139,8	151,7	49	49	49
Scolarité obligatoire	849,6	711,9	788,1	49	49	49
Degré primaire	451,0	404,2	445,1	49	49	49
Degré secondaire I	362,3	271,6	298,4	49	49	50
Programmes spéciaux	36,4	36,2	44,6	39	38	37
Degré secondaire II	299,0	295,8	329,9	43	45	47
Ecoles de form. générale ¹	74,8	74,5	103,1	53	55	59
Formation professionnelle ²	224,2	221,3	226,8	39	42	41
Degré tertiaire	85,3	137,5	225,9	30	35	49
Hautes écoles universitaires	61,4	85,9	116,9	32	39	50
Hautes écoles spécialisées	...	...	60,8	...	...	48
Form. prof. supérieure	...	36,2	48,1	...	33	50
Degré indéterminé	–	6,7	11,3	–	51	49

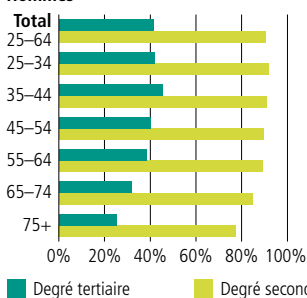
1 Y c. formation des enseignants et préparation à la maturité professionnelle après l'apprentissage

2 Y c. formation élémentaire et préapprentissage

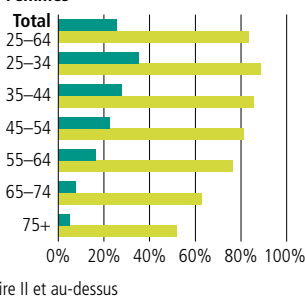
Niveau de formation 2008

en % de la population résidente

Hommes

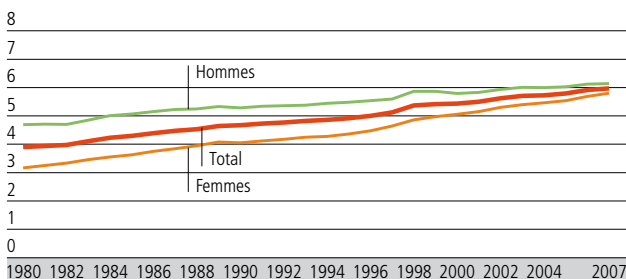


Femmes



Durée de la formation postobligatoire

Nombre d'années

**Choix des études: les différences entre les sexes sont encore importantes**

Ce sont surtout les femmes qui ont profité du développement de la formation au cours des dernières décennies. Les disparités de formation entre les sexes ont diminué de façon régulière. Aujourd'hui, il y a presque autant de femmes que d'hommes qui commencent – et qui achèvent – une formation postobligatoire.

Durant la scolarité obligatoire, les filles sont meilleures élèves que les garçons: il est plus rare qu'elles doivent redoubler un niveau, ou être placées dans une classe spéciale; au degré secondaire I, elles sont plus nombreuses dans les filières les plus exigeantes. A la fin de la scolarité obligatoire, elles disposent – comme le montrent les études PISA – de meilleures capacités que les garçons en lecture et interprétation de textes, mais de moins bonnes capacités en mathématiques. De nombreux indices tendent à montrer que ces différences de compétences sont liées aux modèles traditionnels de la répartition des rôles entre les sexes.

Dans le choix des domaines de formation, on constate de nettes différences entre les sexes: les hommes sont plus nombreux dans l'industrie et l'artisanat, les femmes dans les domaines de la vente, de la santé et des soins corporels. Depuis 1980, on ne note guère de modifications de la répartition des sexes dans ces branches. Les différences demeurent considérables dans les hautes écoles: les hommes continuent de préférer les domaines de la technique, des sciences naturelles et de l'économie, tandis que les femmes s'orientent plus volontiers vers les lettres et les sciences humaines, les sciences sociales et le domaine artistique.

PISA 2006: des résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE

La Suisse affiche de bons résultats dans tous les domaines testés de l'enquête PISA 2006 (sciences, mathématiques et lecture). En sciences, le domaine prioritaire de PISA en 2006, le score moyen des jeunes Suisses âgés de 15 ans est de 512 points sur l'échelle des compétences; ce résultat est supérieur à la moyenne de l'OCDE (500 points). Si l'on ventile ce résultat selon le niveau des compétences: 10% des élèves de notre pays atteignent un niveau de compétence de 5 ou de 6, contre 9% en moyenne dans les pays de l'OCDE. À l'autre bout de l'échelle, environ 16% des jeunes en Suisse ne dépassent pas le niveau 1 (niveau le plus bas); cette part est de 19% en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Quelques titres de formation en 2007

Degré d'enseignement	Total	Femmes en %
Degré secondaire II		
Certif. maturité gymnasiale	17 461	58,1
Certif. maturité professionnelle	10 615	44,8
Certif. form. prof. initiale LFP ¹	51 487	42,0
Dipl. école sup. de commerce	2 474	51,4
Degré tertiaire		
Formation prof. supérieure		
Diplôme école supérieure	4 186	31,9
Diplôme fédéral	2 563	17,8
Brevet fédéral	11 723	37,3
Hautes écoles spécialisées		
Diplôme	9 649	41,3
Bachelor	1 874	85,5
Master	218	71,6
Hautes écoles universitaires		
Licence/diplôme	7 015	55,1
Bachelor	7 168	48,7
Master	3 626	43,1
Doctorat	3 236	38,5

1 Y c. attestation fédérale de formation profes.

Enseignants en 2006/07^P Personnel des hautes écoles en 2007

	Equivalents plein temps	Femmes en %
Préscolarité	8 200	95,6
Scolarité obligatoire ¹	52 500	65,8
Degré primaire	29 400	78,9
Degré secondaire I	23 100	51,4
Degré secondaire II ²	7 700	41,4
Hautes écoles universitaires		
Professeurs	2 849	14,6
Autres enseignants	2 722	24,4
Assistants ³	15 002	40,1
Hautes écoles spécialisées		
Professeurs	3 682	31,0
Autres enseignants	2 150	39,6
Assistants ³	2 043	37,4

1 Sans les programmes d'enseignement spéciaux

2 Formation générale seulement (maturité, écoles de culture générale, etc.)

3 Y c. collaborateurs scientifiques

Dépenses publiques d'éducation en 2006

en milliards de francs

Total	26,8
dont rémunération des enseignants	14,6
Préscolarité	1,0
Scolarité obligatoire	11,4
Ecoles spéciales	1,3
Form. professionnelle initiale	3,4
Ecoles de formation générale	2,1
Form. professionnelle supérieure	0,1
Hautes écoles	7,0
Inclassables	0,5

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Education, science

Formation continue

On peut distinguer deux formes de formation continue: la formation non formelle (comme la fréquentation de cours, de séminaires, de leçons privées, de colloques ou conférences) et l'apprentissage informel (lecture de littérature spécialisée, acquisition de connaissances à partir de CD-ROM ou avec des membres de la famille, etc.). La majorité de la population suisse (79% de la population résidente permanente âgée de 25 à 64 ans et 83% des personnes actives occupées âgées de 25 à 64 ans) a suivi en 2006 une formation continue sous l'une ou l'autre de ces formes. Toutefois, on note que l'apprentissage informel est nettement plus fréquent que la formation non formelle (74% de la population résidente permanente et 77% des personnes actives occupées pour le premier, contre 48% et 53% pour la seconde).

La Suisse est très active dans le domaine de la recherche

Les activités de recherche et de développement (R-D) sont essentielles à l'économie. Avec 2,9% de son PIB consacrés à la R-D (2004), la Suisse fait partie des pays les plus actifs en matière de recherche. En 2004, quelque 13,1 milliards de francs ont été consacrés à la R-D sur le sol suisse. L'économie privée y a contribué pour 74%, les hautes écoles pour 23%, la Confédération et diverses organisations sans but lucratif pour 3%.

Les entreprises suisses investissent également beaucoup dans la R-D à l'étranger; en 2004, elles y ont consacré près de 9,6 milliards de francs, soit un montant presque aussi important que celui qu'elles ont dépensé pour la R-D en Suisse même.

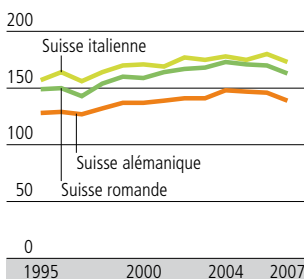
La presse suisse en pleine mutation

Depuis la fin du siècle dernier, le marché suisse des quotidiens s'est profondément transformé. En Suisse alémanique, le journal gratuit «20 Minuten», destiné aux travailleurs pendulaires, est désormais le quotidien le plus lu, avec plus de 1,2 million de lecteurs par édition¹. En Suisse romande, on trouve même deux journaux gratuits parmi les trois quotidiens les plus lus: «Le Matin bleu» (524 000 lecteurs), fondé en 2005, et «20 Minutes», l'édition française de «20 Minuten» (470 000 lecteurs). En 2006 et 2007, on a assisté au lancement de nouveaux journaux gratuits visant l'ensemble de la Suisse alémanique.

¹ Source REMP MACH Basic (2008/II; base: population de 14 ans et plus, lecteurs par édition)

Utilisation de la télévision

en minutes par jour et par personne

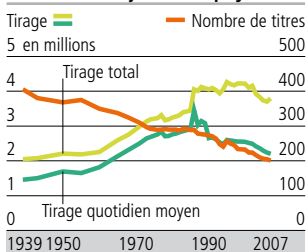


Source: Mediapulse SA Telecontrol
(base: population à partir de 3 ans, moyenne par jour (lu-di))

Le livre n'a pas dit son dernier mot

En Suisse, la production de livres ne semble guère souffrir de la concurrence des médias électroniques: depuis les années 1960, le nombre de nouvelles parutions, qui dépasse aujourd'hui les 11 000 titres par an, a plus que doublé.

Évolution des journaux payants



Source: Association Presse Suisse / REMP
Statistique des tirages (titres généraux à parution au moins hebdomadaire)

Écoute de la radio

en minutes par jour et par personne

	2003	2004	2005	2006	2007
Suisse alémanique	111	106	106	102	105
Suisse romande	105	101	99	97	98
Suisse italienne	106	103	100	96	99

Source: Mediapulse AG Radiocontrol (base: population à partir de 15 ans, moyenne par jour (lu-di))

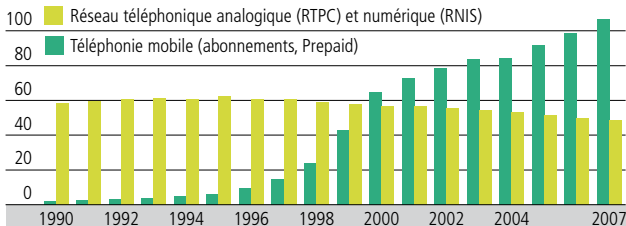
Production de livres en 2007¹

Total	11 410
Allemand	6 631
Français	2 509
Italien	361
Anglais	1 225
Autres langues	684
dont romanche	21

¹ Livres publiés en Suisse et vendus en librairie

Infrastructure téléphonique en Suisse

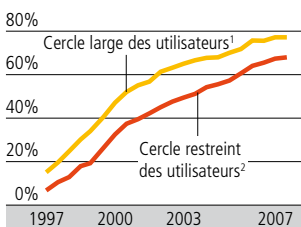
pour 100 habitants

**Diffusion d'Internet**

Au cours des dernières années, l'utilisation d'Internet a très rapidement progressé; cette progression se poursuit aujourd'hui, quoiqu'à un rythme plus lent: le nombre des utilisateurs réguliers d'Internet (qui l'utilisent plus d'une fois par semaine) est passé de 0,7 million en 1998 à 4 millions au 1^{er} trimestre 2008. Plus des trois quarts des ménages disposent d'un ordinateur et, à la fin de 2007, on comptait en Suisse 2,3 millions de liaisons à large bande (ADSL ou modem par câble).

Utilisation d'Internet

en % de la population à partir de 14 ans



1 Au moins 1x au cours des 6 derniers mois

2 Plusieurs fois par semaine

Source: REMP

Cinéma: la tendance à la baisse est stoppée

En 1931 la Suisse compte 325 cinémas. Ce nombre augmente régulièrement avec le succès grandissant du 7^{ème} art dans le pays, le «pic» étant atteint en 1963–1964 avec 646 établissements. Sur cette période, il y a près de 40 millions de spectateurs dans les cinémas suisses.

Vient ensuite une période de déclin qui va durer jusqu'au début des années 90, le «creux» se situant en 1992–1993 avec 302 cinémas et 15 millions de spectateurs. Depuis lors, et malgré une légère reprise, le nombre de cinémas n'a plus guère changé puisqu'on en compte 307 en 2007 pour 13,7 millions de spectateurs. Cependant un autre phénomène est intéressant: la dissociation entre le nombre de salles et celui des cinémas due à l'apparition des complexes multisalles. Il y a toujours plus de salles en Suisse (550 en 2007 contre 382 en 1992) mais avec un nombre de cinémas stabilisé au niveau le plus bas de son histoire. Cette évolution montre bien que l'augmentation du nombre de salles de cinémas est bien due à l'implantation de complexes et de multiplexes ayant pour corollaire la disparition progressive des «petits cinémas».

L'offre de films a elle aussi beaucoup évolué. Au début des années 1980, environ 3000 films étaient exploités en Suisse chaque année; ce nombre oscille aujourd'hui autour de 1400. A cet égard, les films projetés en première vision sont de plus en plus nombreux (398 en 2007) et se succèdent à l'affiche de plus en plus rapidement; en contrepartie, l'offre de reprises et de classiques au cinéma est en recul.

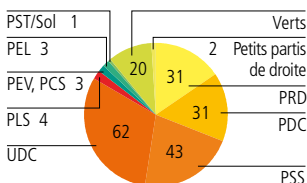
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Culture, communication

Le système politique

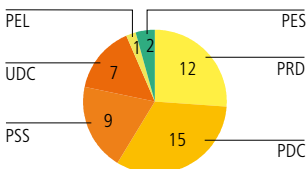
La Suisse est un Etat fédéral depuis 1848; elle se compose aujourd'hui de 26 cantons. Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial comptant 7 membres (depuis 2009: 2 PRD, 2 PSS, 1 PDC, 1 UDC et 1 PBD, une séparation de l'UDC).

Il est élu par le Parlement, constitué de deux chambres: le Conseil national (composé de 200 représentants du peuple) et le Conseil des Etats (qui compte 46 représentants des cantons). Le système politique suisse se caractérise en outre par des droits populaires étendus (initiative et référendum) et par des votations.

Conseil national 2007: mandats



Conseil des Etats 2007: mandats



Elections au conseil national 2007

	Mandats	Force électorale en %
PRD	31	15,8
PDC	31	14,5
PSS	43	19,5
UDC	62	28,9
PLS	4	1,9
Centre ¹	6	4,3
PST/Sol.	1	1,1
Verts ²	20	9,8
Petits partis de droite ³	2	2,5
Autres	0	1,8

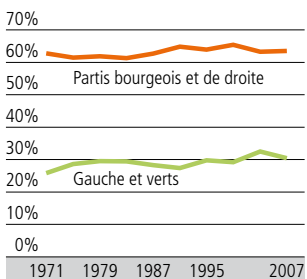
1 PEV, PCS, PEL

2 PES, AVF

3 DS, UDF, PSL, Lega

Abréviations, voir plus bas

Camps politiques¹



Elections au Conseil national de 2007

Pendant des décennies, le paysage politique suisse a fait preuve d'une très grande stabilité. Mais, depuis les années 1990, le camp bourgeois subit de profonds bouleversements, qui entraînent un renforcement de son aile droite. L'UDC a ainsi plus que doublé le nombre de ses électeurs, devenant le plus grand parti de la Suisse. S'il a, au départ, gagné des voix au détriment des petits partis de droite, il a fini par empiéter sur les terres des deux autres grands partis bourgeois, le PRD et le PDC. Lors des dernières élections, la progression des verts n'a pas permis de compenser les pertes du PSS, de sorte que le camp rose-vert en est sorti quelque peu affaibli. Il est cependant toujours plus fort qu'il y a 20 ans.

Abbreviations des partis

PRD Parti radical-démocratique suisse

PDC Parti démocrate-chrétien suisse

PSS Parti socialiste suisse

UDC Union démocratique du centre

PLS Parti libéral suisse

PBD Parti bourgeois-démocratique suisse

PEV Parti évangélique populaire

PCS Parti chrétien-social

PEL Parti écologiste-libéral

PST Parti suisse du travail

Sol. SolidaritéS

AVF Alternative socialiste verte et groupements féministes

PES Parti écologiste suisse

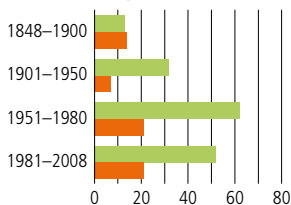
DS Démocrates suisses

UDF Union démocratique fédérale

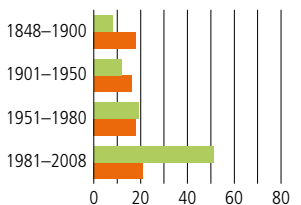
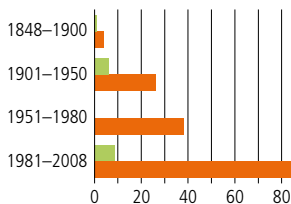
PSL Parti suisse de la liberté

Lega Lega dei ticinesi

Votations populaires fédérales

Référendums obligatoires¹

Référendums facultatifs

Initiatives populaires²

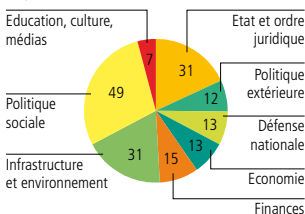
■ Accepté

■ Rejeté

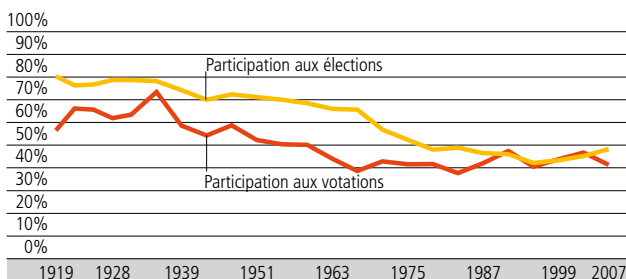
1 Y c. contre-projets à des initiatives populaires

2 Y c. initiatives accompagnées d'un contre-projet

Objets 1991–2008



Participation aux élections et aux votations



Le recul le plus important de la participation aux élections a été enregistré après 1967, explicable notamment par l'introduction du droit de vote des femmes. Le recul de la participation aux votations s'accompagne de fortes fluctuations, car la mobilisation des votants peut être très différente selon l'objet du scrutin. Ainsi, dans les années 1990, la participation la plus faible a été de 31 % et la plus forte de 79 %. Depuis la fin du XX^e siècle, la participation s'est un peu stabilisée, tant pour les élections que pour les votations, et elle recommence même à croître légèrement.

Comptes des administrations publiques

en milliards de francs

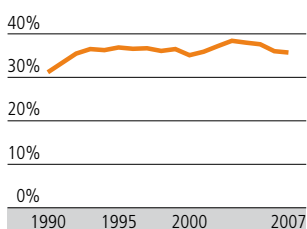
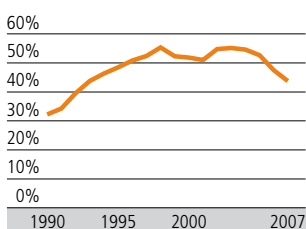
	Recettes			Dépenses			Solde		
	2000	2006	2007 ²	2000	2006	2007 ²	2000	2006	2007 ²
Total ¹	157,2	183,8	192,9	148,1	175,3	182,0	9,2	8,4	10,9
Confédération	52,0	58,5	59,0	48,2	53,1	54,4	3,8	5,4	4,6
Cantons	62,8	73,8	78,3	60,2	71,7	74,4	2,6	2,1	3,9
Communes	42,1	47,5	50,6	40,6	45,9	48,6	1,5	1,7	2,0
Assurances sociales	42,3	50,0	52,1	41,0	50,8	51,6	1,3	-0,7	0,5

¹ Doubles imputations non comprises dans le total (sans la CNA)² Données en partie estimées**Dettes de la Confédération, des cantons et des communes**

en milliards de francs

	1980	1990	2000	2005	2006	2007
Total	77,1	106,5	218,5	244,0	231,3	222,8
Confédération	31,7	38,5	105,3	130,4	123,6	120,8
Cantons	22,4	30,5	64,1	65,4	62,7	58,4
Communes ¹	23,0	37,4	49,1	48,2	44,9	43,5

Par habitant, en francs aux prix courants	12 072	15 491	30 306	32 528	30 601	29 238
---	--------	--------	--------	--------	--------	--------

¹ Données en partie estimées**Quote-part de l'Etat** en % du PIB**Dettes** en % du PIB

La quote-part de l'Etat mesure les dépenses des ménages publics en pourcent du produit intérieur brut (PIB). Elle inclut les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que celles des assurances sociales obligatoires (AVS/AI/APG et assurance-chômage). Malgré une augmentation considérable de ces dépenses depuis 1970, la Suisse est très bien placée en comparaison internationale: elle a la quote-part de l'Etat la plus basse de tous les pays de l'OCDE. La plupart des pays européens présentent une quote-part considérablement plus élevée.

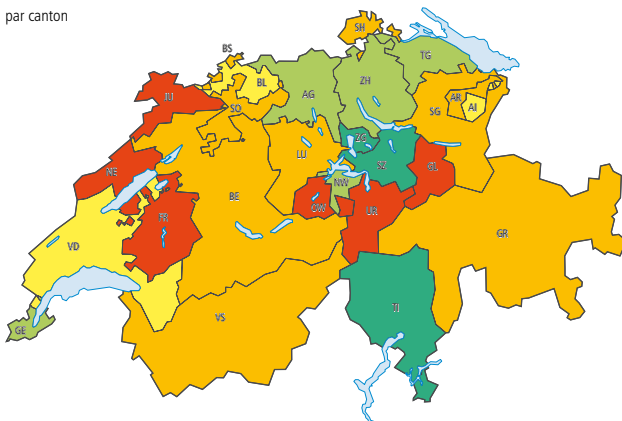
Le taux de dettes en Suisse est lui aussi relativement bas comparé aux autres pays membres de l'OCDE. Cependant, il a progressé de manière continue entre 1990 et 2003. Grâce à une meilleure conjoncture et à la répartition des réserves d'or excédentaire de la Banque nationale Suisse, de même qu'à différentes mesures structurelles (programme d'allégement budgétaire, freins à l'endettement et aux dépenses), les finances publiques ont été à même de réduire leurs dettes brutes depuis 2005.

Recettes de la Confédération, des cantons et des communes

	1990	1995	2000	2006	2006
	en %	en %	en %	en %	en milliards de francs
Total	100	100	100	100	151,0
Impôts	77,8	72,3	72,4	71,7	108,3
Impôts sur le revenu et la fortune	54,5	49,8	48,5	48,7	73,6
Droits de timbre fédéral	2,5	1,6	3,2	1,9	2,9
Impôts sur la propriété et sur la dépense	1,5	1,5	1,4	1,4	2,0
Impôts sur la consommation	16,8	17,5	18,0	17,6	26,6
Impositions spéciales de la consommation	0,4	0,4	0,5	1,1	1,6
Droits de douane	1,4	1,2	0,8	0,7	1,0
Taxes d'orientation agricoles	0,5	0,4	0,0	0,0	0,0
Taxes d'orientation	...	...	0,1	0,1	0,1
Impôts sur les maisons de jeu	...	...	...	0,3	0,4
Autres recettes	22,2	27,7	27,6	28,3	42,7

Charge fiscale sur les personnes physique en 2006

par canton



Indice total de la charge grevant le revenu et la fortune des personnes physiques

■ < 75
 ■ 75 – 89
 ■ 90 – 109
 ■ 110 – 124
 ■ ≥ 125
 CH: 100

Dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, par fonction

après déduction des montants comptés à double

	1990	1995	2000	2006	2006
	en %	en %	en %	en %	en milliards de francs
Total	100	100	100	100	141,8
Administration générale	7,0	6,5	6,4	6,4	9,1
Justice, police, police du feu	5,7	5,8	5,5	5,8	8,3
Défense nationale	7,7	5,7	4,4	3,4	4,8
Relations extérieures	1,8	1,8	1,8	1,7	2,4
Enseignement	19,2	19,1	18,4	19,6	27,8
Culture et loisirs	3,6	3,0	3,1	3,1	4,3
Santé	12,4	12,8	12,6	14,1	20,1
Prévoyance sociale	15,5	17,9	19,0	20,7	29,3
Transports	10,6	10,3	10,5	10,2	14,5
Environnement	4,3	4,0	3,9	3,5	5,0
Economie publique	6,0	5,4	5,5	4,4	6,3
dont agriculture	3,7	3,6	3,4	3,0	4,2
Finances et impôts	6,3	7,5	8,7	7,1	10,1

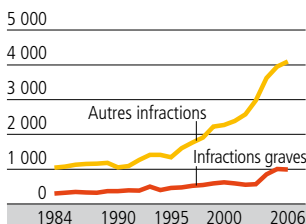
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Finances publiques

Des zones d'ombre plus ou moins grandes selon l'infraction

Les statistiques criminelles ne peuvent recenser que les infractions qui sont annoncées à la police ou à un service d'aide aux victimes. La somme de toutes les autres infractions forme un «chiffre noir», qui est plus ou moins important selon les domaines. Ainsi, pour les vols avec effraction, le chiffre noir est très réduit, car les assurances ne dédommagent les victimes que si celles-ci portent plainte. En revanche, on sait aujourd'hui que dans des domaines tels que les actes de violence dans le contexte domestique, les victimes ne portent plainte que rarement. Même les services d'aide aux victimes ne sont sollicités que pour une partie seulement des cas. Dès que la police a connaissance d'une infraction, elle ouvre une enquête. S'il y a jugement, le tribunal peut prononcer, selon la législation suisse actuelle, une peine privative de liberté, une peine pécuniaire, ou une astreinte à un travail d'intérêt général. La peine est prononcée soit avec, soit sans sursis. Dans de nombreux cas, le tribunal ordonne une mesure complémentaire (p. ex. dans les cas de dépendance à l'alcool ou à la drogue).

Condamnations pour actes de violence

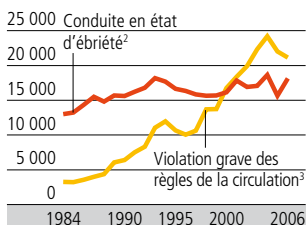
Dans le domaine des infractions contre la vie et l'intégrité corporelle, on constate que ce sont surtout les condamnations pour les infractions de moindre gravité qui ont augmenté. Cette évolution pourrait entre autres résulter d'une plus forte tendance des victimes à porter plainte. L'augmentation des infractions graves contre la vie et l'intégrité corporelle l'année dernière doit être mise en rapport avec l'introduction de la poursuite d'office des infractions contre l'intégrité corporelle au sein du couple. La police peut maintenant ouvrir une enquête sans que le partenaire agressé porte plainte.



1 Infractions avec préméditation contre la vie et l'intégrité corporelle. Condamnations d'adultes seulement

Condamnations pour infraction à la loi sur la circulation routière (LCR)

Le nombre de condamnations pour conduite en état d'ébriété qualifié (art. 91 al. 1, 2^e phrase LCR) a diminué de près de 10% en 2005 (15 665) par rapport à l'année précédente. Cette baisse est due, au moins en partie, à l'introduction le 1^{er} janvier 2005 des nouvelles mesures réglant la conduite en état d'ébriété, dont l'abaissement de la limite d'alcoolémie à 0,5‰ et la possibilité d'effectuer des alcootests même en l'absence de soupçon d'ébriété. En 2006 (18 163), le nombre de ces condamnations était à nouveau pratiquement le même que celui de 2004 (18 641). Le nombre de condamnations prononcées pour violation grave des règles de la circulation (art. 90 ch. 2 LCR) a continuellement diminué depuis 2004.



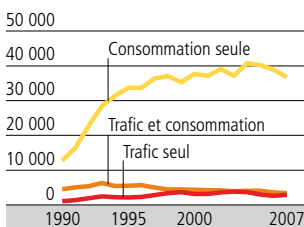
1 Condamnations d'adultes seulement

2 Avec un taux d'alcool qualifié (art. 91, al. 1, 2^e phrase LCR)

3 Art. 90 ch. 2 LCR

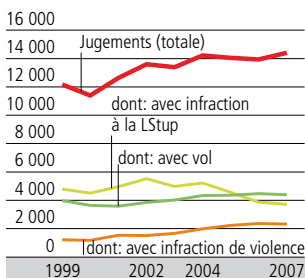
Dénonciations pour infraction à la loi sur les stupéfiants

Une augmentation des dénonciations pour infraction à la loi sur les stupéfiants a été enregistrée au début des années 1990. Cette évolution résulte moins d'une augmentation des infractions dans ce domaine que d'une intensification de la répression de cette catégorie d'infractions.



Jugements pénaux des mineurs

La statistique des jugements pénaux des mineurs recense tous les jugements pénaux prononcés à l'encontre d'adolescents (de 10 ans à moins de 18 ans). Lorsqu'un mineur commet une infraction, certains cantons essaient de résoudre le conflit entre victime et auteur dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation. Si cette tentative aboutit, aucune sentence n'est prononcée, si bien que le cas en question n'apparaît pas dans la statistique des jugements pénaux de mineurs.



Condamnations selon des critères démographiques¹ en 2006

	Nombre	Part en %
Total	97 911	100,0
Hommes	83 747	85,5
Femmes	14 164	14,5
< 20 ans	5 568	5,7
20–29 ans	35 805	36,6
30–39 ans	25 110	25,6
40–49 ans	18 127	18,5
50–59 ans	8 970	9,2
60 ans ou plus	4 331	4,4
Nationalité suisse	49 711	50,8
Nationalité étrangère	48 200	49,2

¹ Adultes seulement

Ce sont surtout les hommes de moins de 40 ans qui sont surreprésentés dans les statistiques criminelles. Parmi les personnes condamnées de nationalité étrangère, on trouve non seulement des résidents étrangers, mais aussi des touristes, des requérants d'asile et d'autres personnes séjournant en Suisse temporairement. Une comparaison directe avec les personnes condamnées de nationalité suisse n'est donc pas possible.

Condamnations selon la sanction principale en 2006

	Nombre	Part en %
Amendes seulement	37 299	38,1
Mesures	574	0,6
Peines privatives de liberté avec sursis	44 973	45,9
Peines privatives de liberté sans sursis	15 065	15,4

Les contraventions qui ne sont sanctionnées que par des amendes (infractions de moindre gravité) sont très rarement inscrites au casier judiciaire; le chiffre indiqué ci-contre n'est donc guère représentatif.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Criminalité, droit pénal

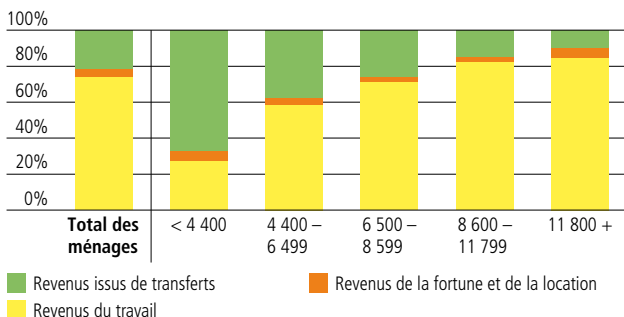
Revenu disponible des ménages en 2006

selon la classe de revenus¹

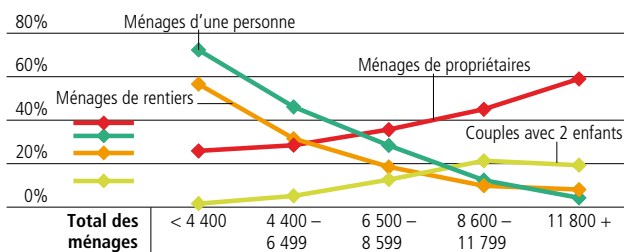
Montants en francs par mois	Total des ménages	jusqu'à 4 399	de 4 400 à 6 499	de 6 500 à 8 599	de 8 600 à 11 799	11 800 et plus
Revenu brut	8 492	3 050	5 520	7 508	10 082	16 315
Dépenses obligatoires	-2 521	-875	-1 535	-2 136	-2 958	-5 103
Revenu disponible	5 971	2 175	3 985	5 371	7 125	11 212

1 Les cinq classes de revenus considérées dans le tableau et dans les deux graphiques de cette page ont été formées de manière à ce que chaque classe comprenne à peu près le même nombre de ménages (environ 20% des ménages). Les revenus (bruts et disponibles) et les déductions sont des moyennes. Ainsi le revenu disponible est de 2 175 francs par ménage et par mois dans la classe de revenus la plus basse, de 11 212 francs dans la classe de revenus la plus élevée, et de 5 971 francs pour l'ensemble des ménages

Composition du revenu brut en 2006

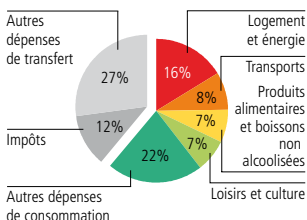


Proportions de différentes catégories de ménages selon la classe de revenus en 2006



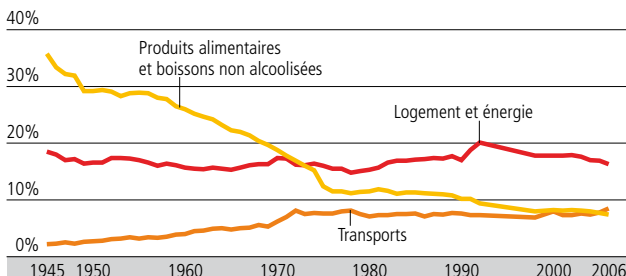
La composition du revenu brut du ménage varie considérablement selon la classe de revenus. Dans les classes inférieures, les revenus issus de transferts (tels que rentes AVS) sont nettement prédominants, alors que c'est le cas des revenus du travail dans les classes supérieures. Ces variations se retrouvent dans les proportions des différentes catégories de ménages selon la classe de revenus.

Composition des dépenses des ménages en 2006



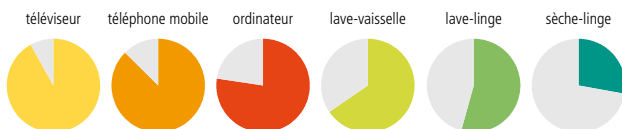
En 2006, les dépenses de consommation représentaient plus de 60% des dépenses des ménages. Le poste «logement et énergie» en constitue la part la plus importante avec 16% environ.

Evolution d'une sélection de dépenses des ménages



Depuis la 2^e Guerre mondiale, la part des dépenses consacrées à l'alimentation a passé de plus de 35% à quelque 7%. En revanche, la part des autres dépenses a augmenté: celles pour les transports est par exemple passée de 2% environ à 8%.

Parts des ménages équipés d'une sélection de biens de consommation en 2006



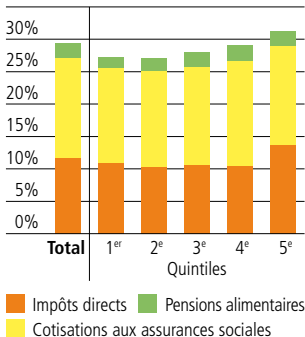
Près de 92% des ménages disposent d'un téléviseur et un peu plus de 77% sont équipés d'un ordinateur. En revanche, seuls 28% des ménages disposent de leur propre sèche-linge.

Dépenses obligatoires: plus d'un quart du revenu

Un ménage ne peut pas disposer librement de l'ensemble de son revenu brut. Certaines dépenses sont en effet obligatoires, comme les impôts et les cotisations aux assurances sociales (AVS/AI, caisses de pension, assurance-maladie de base). Plus d'un quart du revenu de l'ensemble de la population est consacré à ces «dépenses obligatoires». Ce pourcentage varie peu d'un groupe de revenus à l'autre; en revanche, l'importance des différentes composantes de ces dépenses varie sensiblement. La part des impôts directs, fédéraux, cantonaux et communaux est nettement moins élevée dans les groupes de revenus inférieurs que dans les groupes de revenus supérieurs tandis que la part des cotisations aux assurances sociales (notamment celles des assurances maladie) y est plus élevée. Mais globalement, la charge des dépenses obligatoires est la même pour les deux groupes de revenus inférieurs, soit 27%. Cette charge augmente dans les deux groupes de revenus supérieurs: elle est de 31% pour le cinquième des ménages bénéficiant des revenus les plus élevés.

Dépenses obligatoires des ménages, en 2006

Part des dépenses obligatoires dans le revenu brut des ménages, par groupes de revenus¹



¹ Les ménages sont répartis ici en cinq groupes égaux: le premier groupe comprend les ménages aux revenus bruts les plus bas (premier quintile), etc.

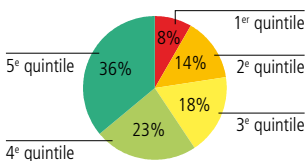
Répartition des revenus

C'est le revenu disponible d'un ménage, c'est-à-dire le revenu restant après déduction de toutes les dépenses obligatoires, qui est déterminant pour juger de son niveau de vie. Le nombre de personnes qui composent le ménage et se partagent le revenu en question est également important. Pour déterminer le niveau de vie (ou niveau de bien-être) d'un ménage, on doit tenir compte du nombre et de l'âge de ses membres, autrement dit de leurs besoins effectifs. Les besoins d'un enfant ne sont en effet pas les mêmes que ceux d'une personne plus âgée. On prend en considération ces besoins en recourant à une «échelle d'équivalence». Le «revenu d'équivalence» calculé au moyen de cette échelle sert d'indice du niveau de vie des personnes vivant ensemble dans un ménage.

On constate de grandes différences entre les revenus d'équivalence. En 2006, le cinquième de la population ayant les plus bas revenus disposait de 8,3% du revenu total, tandis que le cinquième ayant les revenus les plus élevés jouissait de 36% de ce même revenu.

Revenu d'équivalence disponible en 2006

Part des différents groupes de revenu¹ au revenu d'équivalence disponible total



¹ La population est répartie ici en cinq groupes égaux: le premier groupe comprend les revenus les plus bas (premier quintile), etc.

Où se situe le seuil de pauvreté ?

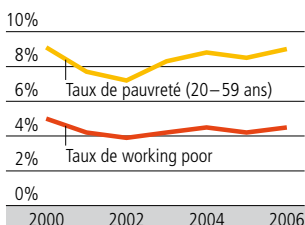
Si l'on veut fixer le seuil de pauvreté d'une façon qui ne soit pas arbitraire, il faut adopter une valeur de référence. En Suisse, cette valeur est dérivée des normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS). Ces normes, largement acceptées, définissent les sommes d'argent et les prestations qui sont nécessaires pour vivre dignement et être socialement intégré en Suisse. Elles servent à déterminer concrètement les prestations d'aide sociale allouées dans notre pays. Sur cette base, plusieurs hypothèses sont formulées pour opérationnaliser le concept de «pauvreté» en termes statistiques.

Le seuil de pauvreté correspond à la somme des éléments suivants: forfait pour l'entretien (besoins de base définis par la CSIAS) + loyer + primes d'assurance maladie + 100 francs par membre du ménage ayant 16 ans révolus. En 2006, en moyenne suisse, le seuil de pauvreté était de 2200 francs pour une personne vivant seule et de 4650 francs pour un couple avec deux enfants (de moins de 16 ans). Il s'agit en fait de valeurs théoriques, car on calcule un seuil pour chaque canton. Est considérée comme pauvre toute personne âgée de 20 à 59 ans vivant dans un ménage dont le revenu, après déduction des cotisations d'assurances sociales (AVS, AI, etc.) et des impôts, est en dessous du seuil de pauvreté.

Combien y a-t-il de pauvres ?

En Suisse, la pauvreté touche environ 380 000 personnes de 20 à 59 ans, soit 9% de la population (2006). On appelle «working poor» les personnes qui vivent dans un ménage dont le volume d'activité professionnelle cumulé des membres du ménage est égal ou supérieur à 36 heures par semaine et dont le revenu ne dépasse pas le seuil de pauvreté. En 2006, 4,5% de la population active occupée, soit 146 000 personnes, étaient dans cette situation.

Evolution de la pauvreté



Sommes nous sur la bonne voie ?

	Appréciation
1 Satisfaction des besoins – Comment vivons-nous aujourd'hui ?	
L'espérance de vie en bonne santé augmente	+
Les revenus n'augmentent pas	n
La violence augmente	-
Le taux de sans-emploi est stable	n
2 Solidarité – Comment les ressources sont-elles réparties ?	
La pauvreté ne recule pas	n
L'aide publique au développement stagne	n
Les salaires des femmes se rapprochent peu à peu de ceux des hommes	+
3 Préservation du capital – Que laisserons-nous à nos enfants ?	
Les compétences en lecture des jeunes ne progressent que très peu	n
La dette a augmenté	-
La part des investissements dans le produit intérieur brut stagne	n
Le nombre de personnes travaillant dans les domaines scientifiques et technologiques augmente	+
Les populations d'oiseaux nicheurs fluctuent	n
Les surfaces d'habitat et d'infrastructure s'étendent	-
4 Découplage – Comment les ressources sont-elles utilisées ?	
Les transports de marchandises croissent plus fortement que l'économie	-
La part des transports publics augmente	+
La consommation d'énergies fossiles par habitant stagne	n
L'intensité matérielle fluctue	n

Appréciation de l'évolution depuis 1990:

+	positif (favorable au développement durable)
-	négatif (contraire au développement durable)
n	neutre

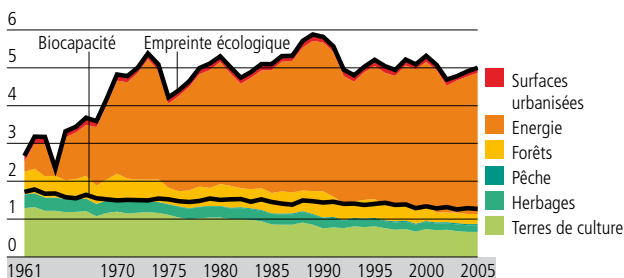
Dans la plupart des domaines de la vie quotidienne, quelques pas ont été faits en direction du développement durable, mais on constate également des tendances contraires. Ainsi, on est parvenu, dans certains domaines, à atteindre une plus grande éco-efficacité, mais ces améliorations ont souvent été compensées par des augmentations de la consommation. Autre constat ambigu: certaines améliorations à l'intérieur des frontières suisses sont contrebalancées par des dégradations de la situation au niveau mondial.

Il se pose en outre un problème d'équité entre les générations: c'est peut-être aux dépens des générations à venir que nous bénéficions aujourd'hui de conditions relativement favorables. Ainsi, 16% des jeunes ne disposent même pas de compétences de base suffisantes en lecture. Et la croissance des zones bâties se fait en grande partie au détriment des terres cultivables.

En valeurs absolues, la Suisse est encore bien éloignée du développement durable: l'empreinte écologique montre que les ressources environnementales utilisées par notre pays représentent presque quatre fois la capacité de régénération de notre biosphère. Notre consommation d'énergie est la principale cause de cette empreinte écologique importante: elle y contribue pour les trois quarts.

Empreinte écologique et biocapacité de la Suisse

en hectares globaux par personne

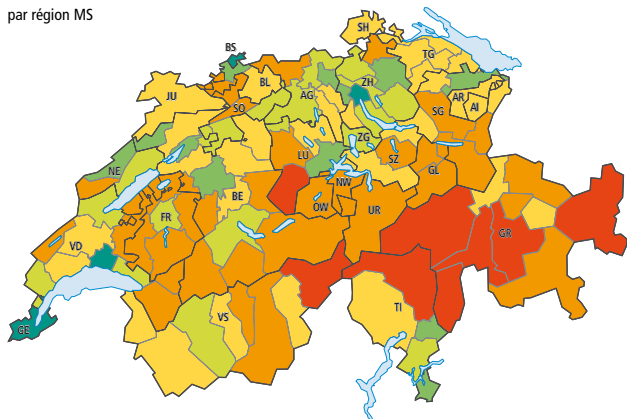


► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Développement durable

Toute société fondée sur la division du travail se caractérise par une grande diversité et par des disparités régionales. Celles-ci sont d'un grand intérêt pour les citoyens, la politique et l'économie. Où paie-t-on le moins d'impôts ? Dans quelles régions construit-on le plus de nouveaux logements ? Selon les cas, les disparités régionales peuvent être considérées comme une contribution positive à la diversité ou, au contraire, comme une réalité négative allant à l'encontre de la cohésion nationale. L'OFS a développé une série d'indicateurs clés qui analysent les disparités régionales de la Suisse dans neuf domaines thématiques.

Accessibilité des services, en 2001

par région MS



Indice d'accessibilité

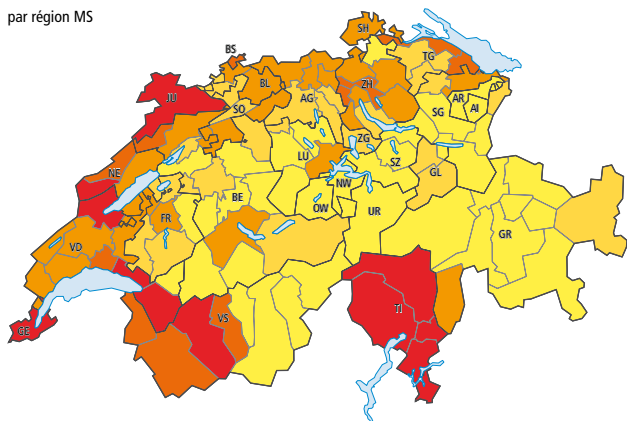
CH: 100

< 50,0 50 – 74,9 75 – 99,9 100 – 149,9 150 – 299,9 ≥ 300,0

Interprétation: un indice d'accessibilité faible dans les grandes villes de Suisse indique que les prestations de services tels que les écoles, les cinémas, les offices postaux, etc. sont facilement accessibles.

Chômage des jeunes, en 2006

par région MS



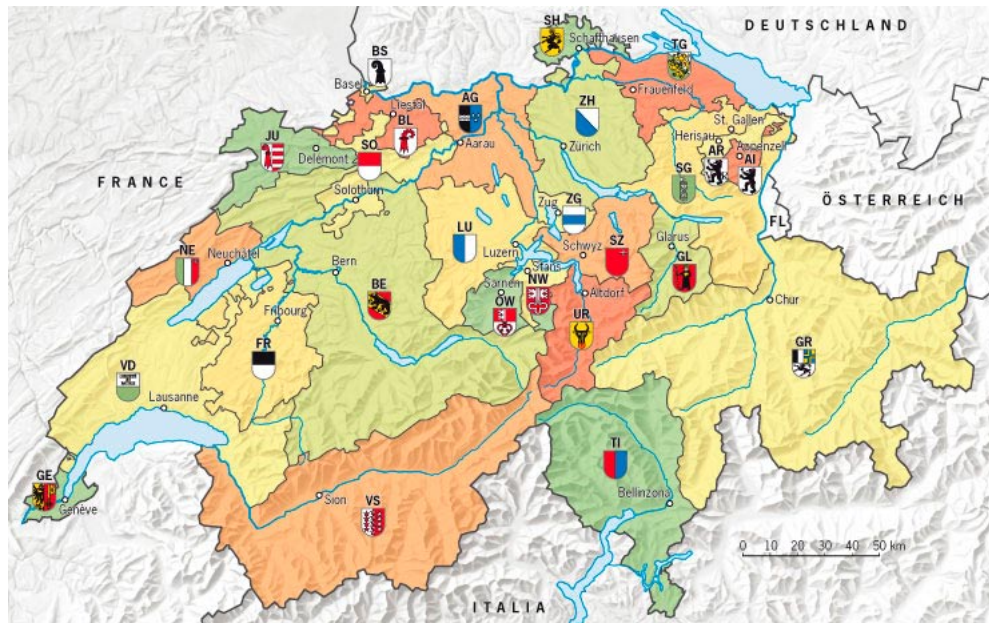
Pourcentage des chômeurs de 15–24 ans dans la population active de 15–24 ans

CH: 4,3

< 3,0 3,0 – 3,9 4,0 – 4,9 5,0 – 5,9 ≥ 6,0

► www.statistique.admin.ch → Les Régions → Disparités régionales

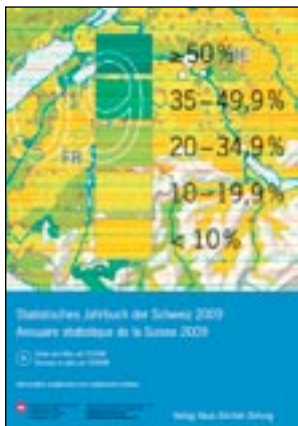
Les cantons suisses



26 cantons
166 districts
2636 communes
Etat 1.1.2009

◦ Chef-lieu de canton

Abréviations des cantons: cf. tableau page 2



Annuaire statistique de la Suisse 2009, CD-ROM inclus

Ouvrage de référence de la statistique suisse par excellence, l'Annuaire statistique de la Suisse décrit toutes les facettes de la situation sociale et économique de la Suisse et contient des tableaux et des aperçus illustrés sur tous les thèmes de la statistique publique. Cet ouvrage bilingue allemand-français donne par ailleurs une vue d'ensemble des principales informations statistiques en anglais et en italien. Fourni avec l'annuaire, le CD-Rom contient l'intégralité de l'ouvrage imprimé, de nombreux tableaux sur les statistiques régionales entre autres, ainsi que deux atlas interactifs, le nouvel Atlas statistique de la Suisse et le Stat@las Europa.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 552 pages reliées, 130 frs (avec CD-ROM).

Disponible en librairie ou sur le site de NZZ Libro, les Editions de la «Neue Zürcher Zeitung». e-mail: nzz.libro@nzz.ch



Le **portail Statistique suisse** (www.statistique.admin.ch) englobe l'ensemble de l'offre en ligne de la statistique publique suisse. Il présente les communiqués de presse, les publications de l'OFS et d'autres offices statistiques publics ainsi que les résultats détaillés actualisés en permanence sous forme d'indicateurs et de tableaux à télécharger. L'infobanque propose différentes banques de données (telles que l'Encyclopédie statistique et la recherche de données en ligne) et des informations complètes sur les bases statistiques (enquêtes, registres, nomenclatures) ; des cartes attractives et des atlas se trouvent aux chapitres «Les régions» et «Le monde». Les utilisateurs et les utilisatrices peuvent s'abonner au service de NewsMail ou être avertis automatiquement (RSS-Feeds) de toute nouveauté pour rester au courant de la vaste offre de l'OFS ; la page «Quoi de neuf?» donne un aperçu des publications des 30 derniers jours.